

MERCREDI 24 AOÛT 2016

"La politique est l'art d'empêcher les gens de se mêler de ce qui les regarde."

Paul Valéry

- = **Zzzz..Rrrrron..Zzzz** Mais réveillez-vous, bordel ! (James Howard Kunstler) p.1
- = **C'est Quoi Les Changements Climatiques Abrupts?** (A. Randomjack) p.3
- = **La fin de la croissance** (Éric Desrosiers, Le Devoir) p.8
- = **Fin de la croissance** (Harvey Mead) p.10
- = **Dérives énergétiques** (Harvey Mead) p.11
- = **Record de chaleur : quelle est la part d'El Niño ?** (Johan Lorck) p.13
- = **Le vrai et le faux sur la transition énergétique allemande** (Thibault Laconde) p.19
- = **Il est vraiment temps de faire baisser la température !** (Jacques Cossart) p.26

- = **MoneyMakerEdge: le trimestre déterminant sur le marché financier (vidéo)** p.30
- = **USA: horreur sur les ventes au détail (Bruno Bertez)** p.31
- = **Le déficit du budget US recommence à augmenter (Bruno Bertez)** p.32
- = **Des sociétés européennes émettent de la dette tout simplement car la BCE est acheteuse (Mish)** p.33
- = **Pourquoi la Fed ne relèvera pas ses taux en septembre (Graham Summers)** p.35
- = **Le crédit n'a jamais résolu de problèmes sociaux** p.39
- = **Les délits d'initiés de Mario Draghi (Simone Wapler)** p.42
- = **Pauvre Donald Trump ! (Bill Bonner)** p.44
- = **Contre-attaque mythique pour les élections présidentielles US (Bill Bonner)** p.46
- = **Le plan survivaliste de l'Allemagne (Simone Wapler)** p.48
- = « Le dernier qui s'en va éteint la lumière », chapitre 2 : « **Nos voix ont cessé d'être entendues** » p.51
- = **Portugal: la dette publique repart à la hausse au deuxième trimestre** p.53
- = **L'économie pétrolière par les chiffres** p.54



Zzzz..Rrrrron..Zzzz

Mais réveillez-vous, bordel !

Par **James Howard Kunstler** – Le 8 août 2016 – Source [kunstker](#)

[NYOUZ2DÉS: voici un de mes auteurs préféré qui, lui aussi, sait ce qu'il se passe dans le monde au sujet du pétrole (il a écrit le livre "the long emergency") et de l'économie. Article en rappel.]

Aujourd'hui, nous passons du pantomime sordide de l'élection 2016, aux mystères déplorables de la finance et de l'économie tapis derrière nos politiques malades.

La plupart des commentaires dans les médias traditionnels des masses besogneuses sont basés sur la notion erronée que la disponibilité actuelle des choses continuera certainement [jusqu'à la fin des temps], et donc tout ce que nous avons à faire est de gérer la dynamique familière du système économique en place. Par exemple, le Grand Vizir Paul Krugman, dans le New York Times d'aujourd'hui, faisant le trottoir pour les États-Unis, demande d'émettre toujours

plus de dette afin de réparer les infrastructures du pays. Est-ce-que ça a l'air d'être une bonne idée ? Emprunter des tonnes d'argent supplémentaires pour enclencher la marche arrière qui nous ramènera la croissance économique – pour un peu on y verrait même du brillant Trump.

Voici le pot au rose : l' « économie de croissance » dont ils parlent est morte. Vous pouvez l'enterrer. La fantaisie techno-industrielle [notre civilisation industrielle] tire sa révérence. Nous nous dirigeons vers une contraction à long terme de l'activité, de la productivité et de la population. La question principale est d'imaginer l'ampleur du désordre qui accompagnera la nécessité du voyage vers un nouvel arrangement des choses.

L'envie de garder tous nos rackets en cours [racket de la santé, racket de l'éducation, racket des prêts auto, etc] est compréhensible. Ils ont fourni beaucoup de confort, de commodité et de luxe. Mais nous ne sommes plus dans le monde d'[Alexander Hamilton](#), à l'époque de la corne d'abondance américaine, où il suffisait juste d'emprunter un peu sur l'avenir, pour profiter des richesses gargantuesques d'une immense jungle. Nous y sommes passés et l'avons fait, et notre souhait techno-narcissique actuel de remplacer toute cette abondance matérielle disparue par une économie de réalité virtuelle style Pokemon Go, nous conduira sans aucun doute à une désillusion civilisationnelle.

Tirer des traites sur l'avenir ne fonctionne que lorsque vous avez une perspective réelle de remboursement. Les institutions qui régissent les emprunts prétendent depuis toujours que nos dettes peuvent être remboursées. L'origine de la fausseté de cette affirmation peut facilement être retrouvée. Elle remonte à la révocation, en 2009, de la [règle 157 du FASB](#) – le Financial Accounting Standards Board – qui a déclaré que les banques n'étaient plus obligées de comptabiliser leurs prêts à la valeur de marché, mais pourraient les maquiller selon leurs besoins. En d'autres termes, le FASB a décidé que les normes étaient facultatives. Mais il s'agit seulement d'un rouage dans la grande roue de la fraude qui a tourné impitoyablement, saison après saison, depuis l'automne 2008.

Nous faisons face à la discontinuité, à la fin de vieilles dynamiques usées et nous sommes au début d'une nouvelle dynamique. La déflation monétaire est en cours depuis des années, parce que ce qui se passe quand les dettes ne peuvent pas être remboursées, c'est que l'argent disparaît. Maintenant, nous allons affronter les autres dimensions de la déflation : la contraction de l'industrie manufacturière, du commerce, des salaires, et de tous les marqueurs familiers de l'expansion à l'ère techno-industrielle du déclin. Les nombreuses esquives et les stratagèmes tentés par les banquiers centraux suprêmes, pour s'accommoder de la contraction,

ne font que produire toujours plus de distorsions sur les marchés, les devises, et la distribution d'un capital évanescant, ce qui conduit à une grande bataille pour l'appropriation des résidus de l'histoire, à savoir la montée du radicalisme politique dans le monde entier, y compris le djihadisme islamiste, et la réponse occidentale avec Trump, Le Pen, et l'extrême-droite germanique naissante. Ces manifestations actuelles peuvent être des versions adoucies de ce qui va venir.

Aucune puissance ne peut venir à bout de la réalité de notre situation. Nous devons sauver ce que nous pouvons et devenir plus humbles, avoir une présence plus modeste, ou bien la planète elle-même va se débarrasser de nous. Il y a des frottements contre la religion actuelle du progrès, qui a remplacé les autres anciennes pratiques culturelles. Le choix est maintenant entre mi-temps ou fin de partie, et le débat sur ces sujets est absent de l'arène politique.

Les distorsions, évoquées plus haut, sur les marchés, les monnaies, et le capital sont prises dans un tourbillon centrifuge toujours plus vaste, ce qui coïncide, comme par hasard, avec l'élection la plus particulière des temps modernes. L'incohérence et la tromperie des deux côtés est bien au-delà des normes américaines intrépides de connerie politique. Nous n'avons littéralement aucune idée de ce que nous faisons dans ce pays, ou de ce que nous sommes en train de souhaiter. Les structures financières de la vie quotidienne semblent plus fragiles que jamais.

Les forces de la gravitation gagnent toujours.

C'est Quoi Les Changements Climatiques Abrupts?

A. Randomjack Le Climatoblogue mardi 23 août 2016

Par changement climatique abrupt, on entend un changement dans le système climatique qui s'opère sur quelques années, environ une ou deux décennies au maximum.

Bien sur, la démarcation entre changements climatiques et changements climatiques abrupts est floue ; c'est une question d'interprétation et de jugement.

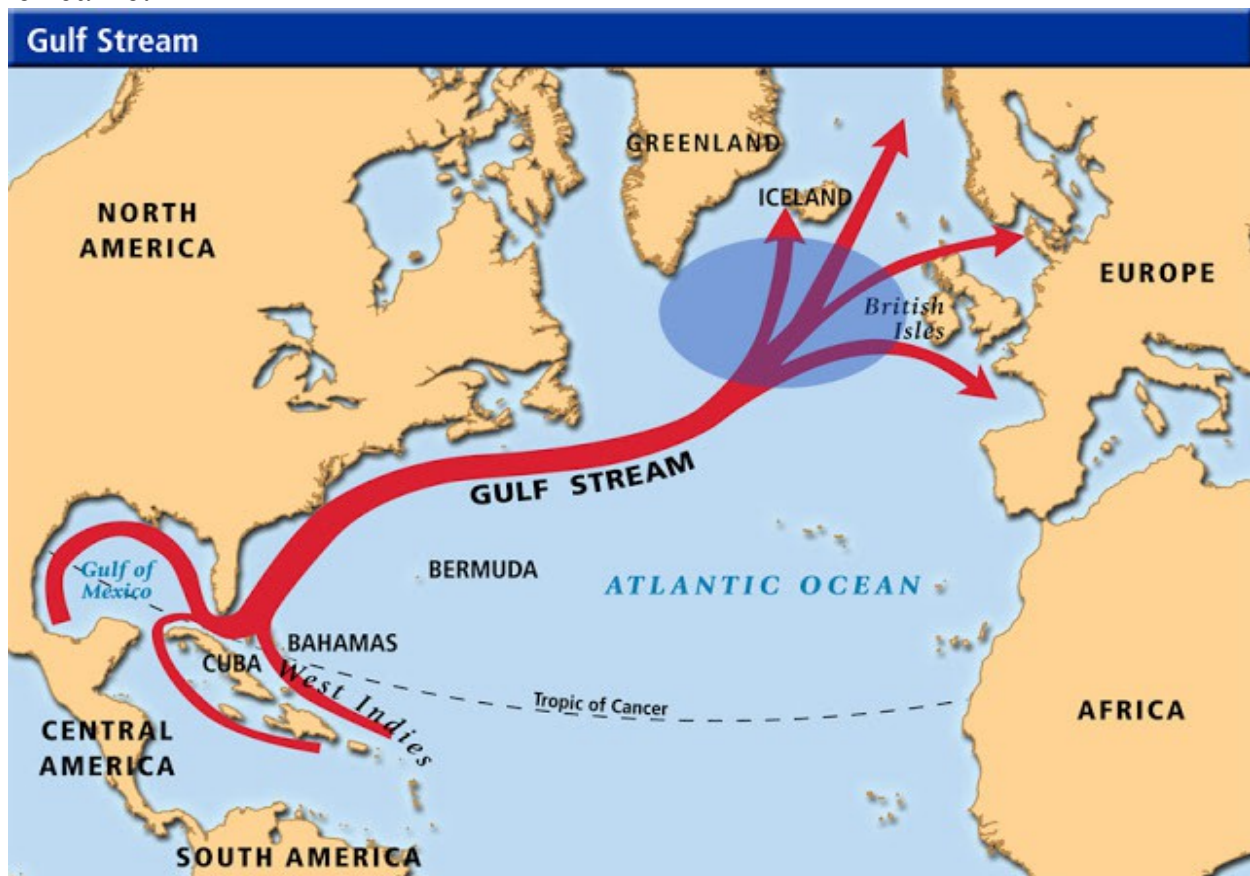
Quels types d'événements sont considérés?

Une hausse abrupte du changement du niveau des océans, causé par le bris d'un immense glacier comme cela risque de se produire en Antarctique de l'Ouest plus prochainement que dans l'Est. On parle de quelques dizaines de centimètres à un mètre et quelques qui pourrait s'ajouter au niveau global des océans en "peu de temps" ; une hausse significative venant de la péninsule Ouest de l'Antarctique

pourrait même être subite.

Le très imposant glacier Toten dans l'Est de l'Antarctique, dont la fonte est plus lente que dans l'Ouest peut lui aussi nous apporter 3 mètres de hausse en peu de temps, s'il glisse et tombe dans l'océan

L'arrêt du courant nommé "Circulation thermohaline" (dont fait partie le Gulf Stream aurait un fort impact négatif presque instantané sur la vie marine et aussi sur le climat. Cela ferait en sorte que certains pays du Nord de l'Europe se réchaufferaient moins rapidement. Cela causerait aussi un reflux du Gulf Stream et ferait monter de façon significative le niveau de l'eau le long de la côte Est américaine.



L'eau de fonte du Groenland se répand sur la trajectoire du Gulf Stream. C'est ce qui explique que le Gulf Stream refoule et fait monter le niveau le long de la côte Est Américaine

Un volcan suffisamment important peut causer un rapide refroidissement climatique comme en 1816. En avril 1815, le Tambora situé en Indonésie entre en éruption. C'est l'éruption la plus importante de l'histoire humaine et qui a projeté 150 km³ de cendres dans la stratosphère qui a ensuite fait plusieurs fois le tour de la Terre pour finalement se répartir dans l'atmosphère. Cela a eu pour effet un blocage des rayons solaires, plus précisément réfléchissant ainsi une grande partie

du rayonnement solaire vers l'espace. Tout l'hémisphère Nord a connu un refroidissement important en 1816 qu'on surnomme "l'année sans été". Des centaines de milliers de personnes en sont mortes car l'agriculture s'était écroulée par manque de soleil et les températures trop froides. Notez que c'est encore des centaines ou des milliers de fois moins important que le serait une éruption du Yellowstone, ou de l'un des cinq autres supervolcans connus.

Voici un excellent documentaire qui relate ces événements.



<https://youtu.be/zanum3D7ees>

Supposons que l'économie s'écroule en quelques années suite à trop de dommages et de famines liés aux changements climatiques comme cela sera presque inévitablement le cas. Toute notre activité génère beaucoup de poussières qui provoquent un rafraîchissement (effet nommé "*global dimming*" (assombrissement global) en Anglais) car elles réfléchissent vers l'espace une certaine quantité du rayonnement solaire. Mais avec une activité économique très réduite cette poussière retomberait rapidement au sol et on verrait la température moyenne globale grimper de 1,5°C à 2°C en quelques semaines à peine. Presque au même moment, ce réchauffement subit ajouterait assez de vapeur d'eau à l'atmosphère pour le doubler ; 3°C à 4°C de réchauffement en moins de deux ans au maximum.

Bien qu'on nous dise que cela semble moins probable qu'on ne le croyait, une éruption venant d'hydrates de méthane, notablement venant du plateau Arctique oriental Sibérien, le lieu le plus probable pour une éruption probable prochaine demeure possible. Nous avons besoin de recherches *in situ* et non pas de modèles numériques incomplets et approximatifs. Bref, une éruption soudaine, où sur

disons 8 ans d'une importante quantité de méthane nous ajouterait facilement 1°C (possiblement beaucoup plus) auxquels il faut encore ajouter de la vapeur d'eau qui doublera la hausse de températures.



Source : Semilitov et al 2012

Les anomalies du courant-jet font partie des signes de changements climatiques abrupts et on les observe déjà comme nous l'avons vu dans cet [article antérieur](#). Le courant-jet est le principal moteur météo de l'hémisphère Nord et entraîne déjà des sécheresses comme celle qui perdure en Californie et ailleurs comme au Portugal et en Espagne. Les irrégularités du courant-jet sont aussi responsables d'importantes inondations car les systèmes météo peuvent se bloquer en place et ainsi déverser d'importantes quantités de pluie comme en Louisiane ces derniers jours en plus de "désaisonnaliser certaines régions" comme la région de Calgary qui ne connaît presque plus l'hiver depuis quelques années ou bien l'Alaska qui reçoit beaucoup moins de neige ; les exemples sont nombreux.

Sur la page d'accueil de la [NOAA qui parle de changements climatiques abrupts](#), la NOAA dit :

"Imaginez qu'au cours d'une ou deux décennies, que les longs hivers du nord de la Nouvelle Angleterre soient remplacés par des hivers nettement plus doux, comparables à ceux de Washington D.C. Ou bien qu'une baisse subite du régime des pluies affecte l'Ouest des Grandes prairies et y transforme les paysages d'herbes grasses à perte de vue en un paysage désertique, comme celui de

l'Arizona."



J'ai revérifié en fin de semaine, il y a maintenant 69 boucles auto-amplificatrices d'identifiées dans le système climatique. Le site [est en Anglais](#). Descendez à la section : **Self-Reinforcing Feedback Loops** et vous y trouverez ces 69 boucles qui ensemble peuvent pousser le réchauffement et accroître le "chaos climatique" à des niveaux invivables.

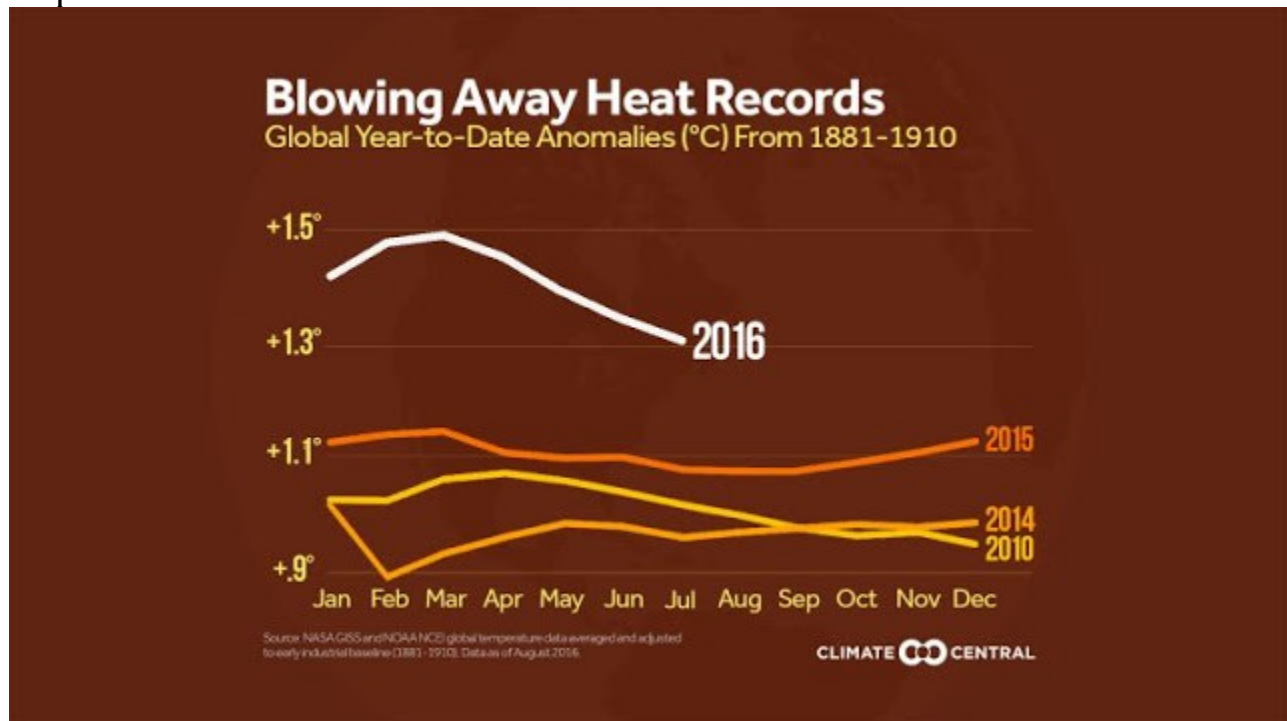
Utilisez Google Translate (ou autre) pour traduire l'article

<https://translate.google.fr/>

vous n'avez qu'à coller le lien de l'article dans la fenêtre de gauche

N.B. La traduction n'est pas parfaite.

2016 pourrait presque se qualifier dans la catégorie du réchauffement climatique abrupt...



Publié par [A. Randomjack](#)

La fin de la croissance



7 janvier 2013 | [Éric Desrosiers](#) | [Le Devoir](#)

L'idée attaque une prémisse au coeur de notre pensée économique. Certains prêtres de cette pensée osent pourtant l'envisager très sérieusement.

On pourrait mettre toute cette histoire sur le compte de la déprime collective qui frappe les économies développées depuis leur spectaculaire dégringolade que l'on sait. Y voir des idées noires qui seront rapidement dissipées aussitôt qu'une vraie reprise se fera enfin sentir. Mais les arguments mis de l'avant et leurs conséquences sur notre future qualité de vie sont suffisamment sérieux pour qu'on y prête attention.

Ce que nous disent ces économistes et ces historiens, c'est que ceux qui attendent que le Congrès américain trouve une façon de passer son mur budgétaire ou que la crise de la zone euro soit réglée pour que les pays développés retrouvent enfin le rythme de croissance économique qu'ils ont connu depuis presque un siècle risquent d'être déçus.

L'un des derniers en date à se pencher sérieusement sur cette question de « la fin de la croissance » est Robert Gordon. Dans un article remarqué publié à la fin de l'été sous l'égide du National Bureau of Economic Research américain, l'économiste de l'Université Northwestern commence par rappeler qu'il avait fallu cinq siècles pour que le niveau de vie double, dans les pays occidentaux les plus avancés, des années 1300 et 1800. Ce rythme a commencé ensuite à s'accélérer, ce niveau de vie doublant une nouvelle fois durant le siècle suivant, puis doublant à nouveau en l'espace de seulement 28 ans, entre 1929 et 1957, et doublant encore durant les 31 années qui ont suivi.

Mais cette période faste est terminée, prévient l'expert. Le délai nécessaire pour le prochain doublement sera de nouveau de l'ordre du siècle.

Les progrès rapides des 250 dernières années étaient tout à fait exceptionnels dans l'histoire humaine, explique Robert Gordon. Ils étaient le résultat de trois révolutions industrielles découlant d'avancées technologiques majeures, soit : l'invention de la machine à vapeur et du transport sur rail entre 1750 et 1830 ; l'arrivée du moteur à explosion, de l'eau courante, de l'électricité, des communications et de la chimie médicale et industrielle entre 1870 et 1900 ; la

création des ordinateurs, d'Internet et des téléphones cellulaires à partir des années 1960.

La deuxième révolution technologique a, de loin, été celle qui a permis les plus importants gains de productivité en plus de 80 ans. Mais plusieurs de ces innovations ne pouvaient se produire qu'une fois, telles que l'urbanisation, l'accélération des transports et la libération des femmes de la corvée d'aller chercher l'eau. En dépit de ce qu'on se plaît à croire, les retombées de la troisième révolution - celle de l'informatique et des technologies de l'information - ont été beaucoup plus modestes et semblent devoir le rester, note l'économiste.

Une petite planète

Au moins trois conclusions peuvent être tirées de ce constat, écrivait cet automne l'influent chroniqueur du Financial Times, Martin Wolf. Premièrement : les États-Unis restent le pays phare de la productivité, mais seront plus faciles à rattraper puisqu'ils n'avanceront plus aussi vite. Deuxièmement : les pays en voie de développement, comme la Chine, ont encore de nombreuses et belles années de rattrapage économique devant eux, **si tant est que notre planète puisse le supporter**. Troisièmement : il ne suffit pas de mettre en place les bons incitatifs individuels et collectifs pour générer de la croissance. On peut réduire les impôts autant qu'on veut, cela ne pourra jamais compenser l'absence de grandes innovations.

Or, même si le rythme des innovations devait rester celui des 20 dernières années, celui de **la croissance économique semble quand même condamné à ralentir en raison de six phénomènes que Robert Gordon observe aux États-Unis, mais qui se retrouvent aussi dans la plupart des autres pays développés. Il s'agit du vieillissement de la population, du plafonnement des gains en éducation, de la croissance des inégalités, de la crise énergétique et environnementale ainsi que l'endettement des ménages et de l'État.**

Des voix rétorquent que ce genre d'analyse n'est qu'une version remaniée de la bonne vieille angoisse d'un autre célèbre économiste, Thomas Malthus. Le Britannique était convaincu, au début du XIXe siècle, que l'humanité se serait maintenant écroulée sous le poids de son propre nombre, ne pouvant pas prévoir l'avènement de toutes sortes d'innovations telles que l'explosion de la productivité agricole, les avancées de la médecine moderne, ni la dématérialisation de l'économie.

D'autres voix répondront, au contraire, que toutes ces considérations sur le rythme

plus ou moins rapide de la croissance sont oiseuses. La vraie question serait de savoir quand on se rendra enfin compte que toutes les innovations du monde ne nous empêcheront pas de nous cogner, un jour ou l'autre, le nez contre les limites physiques (et écologiques) de la petite planète sur laquelle nous vivons.

On se dit qu'en fait, il se pourrait, et même il faudrait, que la prochaine grande révolution industrielle soit justement celle du développement durable.

[Sauf que... le développement "durable" ça n'existe pas. C'est un oxymore.]

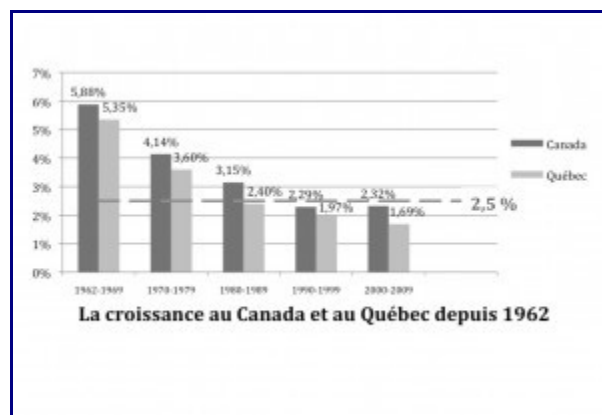
Fin de la croissance

Publié par Harvey Mead le 10 Jan 2013

La chronique d'Éric Desrosiers dans *Le Devoir* cette semaine portait sur «la fin de la croissance» [article du haut]. Il faisait allusion à un rapport produit par Robert Gordon du National Bureau of Economic Research intitulé «Is U.S. Economic Growth Over? Faltering Innovation Confronts the Six Headwinds» » À première vue, et après lecture de la chronique, le rapport semble soutenir les préoccupations quant aux limites à la croissance inhérentes dans sa dépendance aux facteurs naturels, aux écosystèmes. Il n'en est presque rien.

Le rapport représente plutôt une approche non orthodoxe à ce que tous les économistes savent, en dépit de leurs discours: la croissance économique est en déclin inéluctable depuis des décennies dans les pays riches. Ce qui est surtout non orthodoxe est sa distinction entre l'avenir du 1% et celui du 99%: la fin de la croissance est pour ces derniers, mais même pour eux, en fonction d'une croissance minimale, le PIB par personne doublera aux États-Unis d'ici un siècle, selon Gordon.

Nous en avons déjà produit un graphique pour ce phénomène, pour le Québec et le Canada, à partir de nos travaux sur l'IPV.



Finalement, Gordon nous présente une analyse de l'histoire économique qui reste

strictement dans les limites de la pensée économique. Sa présentation des six turbulences inclut une prise en compte d'une hausse probable de la consommation de l'énergie, mais rien ne prend en compte la question d'une rareté croissante de cette même énergie, et d'autres ressources, à l'instar des analyses de Jeremy Grantham. Le PIB par personne doublera dans ce monde toujours presque sans limites.

Ce qui est intéressant dans l'analyse de Gordon est la façon dont son calcul met en question la croyance devenue idéologique à l'effet que la croissance sans limites est inhérente dans la structure des sociétés humaines. Gordon montre que ce que nous avons expérimenté depuis deux siècles et demi à cet égard est tout simplement un moment bref et temporaire dans l'histoire humaine. Il ne va même pas jusqu'à noter que l'ensemble des trois révolutions industrielles qu'il décrit dépend directement de notre recours aux combustibles fossiles, marquant la fin d'une dépendance du bois...

Les figures 2 et 3 de Gordon permet de voir ([figure 2](#)) les tendances inéluctables que les économistes connaissent mais n'admettent pas et ([figure 3](#)) la capacité de Gordon de ne pas voir des limites sur notre planète, en suivant les tendances historiques que même lui reconnaît comme une sorte d'instantanée.

Desrosiers, comme d'habitude, est capable de passer outre les limites qui semblent également inhérentes dans la pensée économique:

«La vraie question serait de savoir quand on se rendra enfin compte que toutes les innovations du monde ne nous empêcheront pas de nous cogner, un jour ou l'autre, le nez contre les limites physiques (et écologiques) de la petite planète sur laquelle nous vivons. On se dit qu'en fait, il se pourrait, et même il faudrait, que la prochaine grande révolution industrielle soit justement celle du développement durable.»

On doit mettre «durable» entre guillemets...

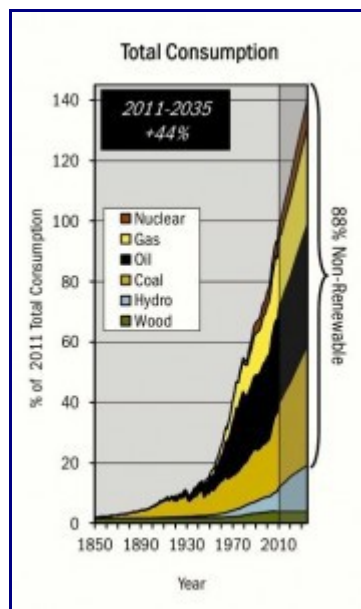
Dérives énergétiques

Publié par [Harvey Mead](#) le 5 Mar 2013

Encore [Découverte](#), qui présentait le 3 mars un reportage [émission de télévision à radio-canada le dimanche soir] sur les gisements de pétrole de schiste au Québec. Pendant quatre minutes Charles Tisseyre fait un plaidoyer pour l'exploitation de cette ressource. Il serait difficile pour quiconque, dit-il, de renoncer à la fortune qu'offrent les gisements; ceux qui voudront protéger l'Île d'Anticosti «devront avoir de bons arguments», comme si le défi des changements climatiques

appartenait à un autre discours. Il termine en moins d'une minute pour souligner sur un ton dramatique: que l'économie mondiale carbure sur les combustibles fossiles et c'est comme si l'humanité n'a rien fait pour encadrer cette économie face au désastre appréhendé.

Tisseyre se joint ainsi à un discours largement répandu qui voit les réserves des combustibles non conventionnels comme une sorte d'El dorado inespéré. Le discours est terriblement incomplet et finalement trompeur. J. David Hughes a récemment publié [un rapport sur ces combustibles](#) qui mérite lecture par quiconque cherche à comprendre le discours et ses défaillances.



Ce n'est même pas l'absence de prise en compte des changements climatiques qui importe ici. Les combustibles non conventionnels le sont parce qu'ils définissent en quelque sorte la deuxième moitié de l'ère du pétrole, dans laquelle nous nous trouvons. Ils arrivent sur la scène aujourd'hui parce que leur exploitation, et les technologies (dont la fracturation hydraulique, ou «fracking») qui la rendent possible, coûtent très cher, sont très énergivores et nécessitent un prix élevé du pétrole. Les gisements aux États-Unis atteindront leur pic vers 2017 et un effondrement vers 2019; comme dit Hughes, il s'agit d'une bulle d'une durée d'environ 10 ans, et ne suggère rien pour le long terme. Il ne s'agit pas d'une production semblable à celle de l'Arabie Saoudite, où les gisements produisaient sans de coûteuses interventions annuelles. Simplement pour maintenir la production de gaz et de pétrole de schiste aux États-Unis à leur niveau actuel, il faut forer annuellement environ 8600 puits chaque année, à un coût de \$48 milliards, surtout dans les deux principaux gisements, dont le Bakken.

En contrepartie, [les projections de l'Energy Information Administration](#) (EIA) des

États-Unis découlent de perspectives économiques qu'elle juge incontournables et de la demande pour l'énergie qui en découle. Le graphique de Hughes reproduit ici illustre la grossière incohérence entre de telles projections et la réalité. En dépit de l'arrivée du pic de pétrole (conventionnel), ces projections pour la consommation mondiale d'énergie prévoient une augmentation de 44% de celle-ci entre 2011 et 2035, période pendant laquelle la population augmentera de 23% et la consommation par personne de 14%. Pour soutenir cette croissance, il faudra l'équivalent de 71% de tous les combustibles fossiles consommés entre 1850 et 2011 – dans 24 ans... Les « réserves » non conventionnelles paraissent énormes, mais seule une petite fraction de celles-ci sera récupérable. Découverte suggère que seulement 5% du pétrole de schiste d'Anticosti pourra être éventuellement exploité, indication générale pour l'ensemble de ces réserves.

Dans le cas des sables bitumineux, on peut voir plus clairement un autre élément de la situation. Alors que [Charles Hall et ses collaborateurs prétendent](#) qu'un retour sur l'investissement en énergie (ÉROI) d'au moins 10 est nécessaire pour maintenir notre civilisation, complètement dépendante d'apports énergétiques importants et bon marché, les meilleures analyses disponibles pour les sables bitumineux mettent leur ÉROI à environ 7... Une problématique semblable décrit l'exploitation de gisements en mer profonde, dans l'Arctique, etc. C'est leur faible ÉROI qui décrit les combustibles non conventionnels, et cela présage un avenir non conventionnel pour notre civilisation aussi. En fait, une hausse importante du prix du pétrole a été associée au début de l'ensemble des récessions récentes, et nous sommes aujourd'hui devant une tendance à la hausse permanente...

Les énergies renouvelables ne figurent même pas sur le graphique, tellement leur production est faible dans le portrait global. Les projections de l'EIA présument que rien ne changera dans cette situation d'ici 2035, quand 88% de l'énergie consommée dans le monde sera encore non renouvelable et fossile. Si l'on ajoute à ceci que l'ÉROI de ces énergies renouvelables est plutôt bas, la situation devient dramatique, peu importe le manque de réalisme des projections hallucinantes de l'EIA. Et avec cette augmentation de consommation projetée, on doit nécessairement commencer à prendre le pouls des changements climatiques, qui dérivent de notre consommation d'énergie fossile et qui, finalement, constituent le complément du portrait dressé par Hughes – même si cela n'entre apparemment pas dans l'analyse de l'EIA. Nous avons déjà esquissé cette situation dans [notre réflexion sur l'échec du mouvement environnemental](#), en soulignant [le travail de Graham Turner](#).

Record de chaleur : quelle est la part d'El Niño ?

Par [Johan Lorck](#) le août 23, 2016 [global-climat.com](#)

La température globale a été exceptionnellement élevée depuis 2014 et plus particulièrement depuis mi-2015. Cela peut être attribué à la fois à la variabilité naturelle et à une tendance de fond au réchauffement climatique. Voici un compte-rendu des analyses livrées par les scientifiques pour expliquer ces dernières variations du climat.

Lorsque l'on cherche à interpréter les variations de température au niveau mondial, il est difficile de démêler la contribution de la variabilité naturelle de celle des facteurs anthropiques, principalement les gaz à effet de serre.

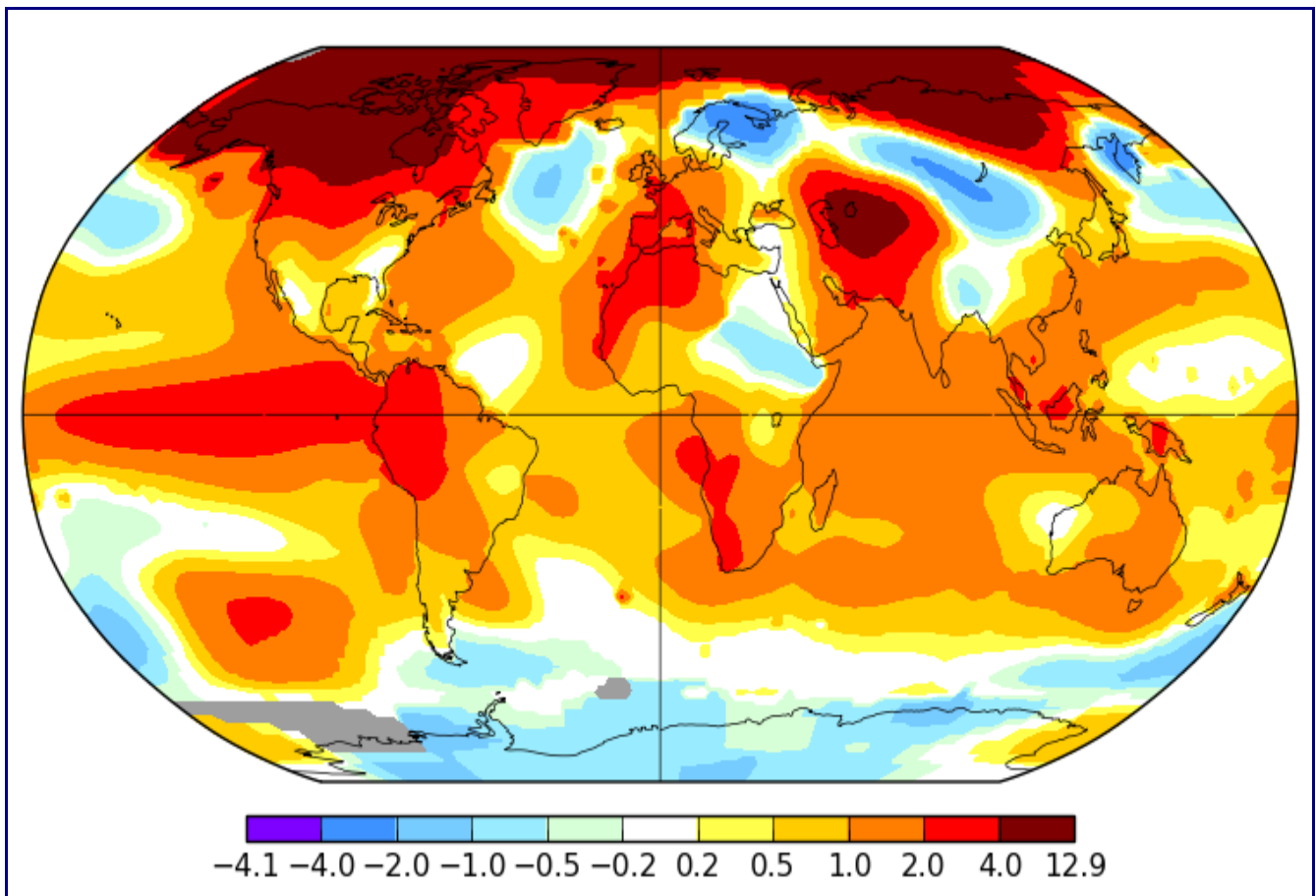
Tout d'abord, on peut déjà rappeler quelques chiffres : avec $+0,75^{\circ}\text{C}$ au-dessus de la moyenne 1951-1980, un record global de chaleur avait déjà été battu en 2014, selon la NASA. Avec des archives qui remontent à 1880, on pouvait s'attendre à voir ce record durer mais il est tombé dès 2015 avec $+0,87^{\circ}\text{C}$. Sur la première moitié de 2016, la température mondiale a encore augmenté, atteignant jusqu'à $+1,32^{\circ}\text{C}$ au mois de février.

Il y a une tendance de fond au réchauffement en raison des émissions de gaz à effet de serre, mais pour expliquer la tendance observée depuis une dizaine de mois, trois principaux facteurs peuvent être avancés, [selon l'ECMWF](#), le Centre européen pour les prévisions météorologiques à moyen terme :

- Un phénomène El Niño exceptionnel qui a émergé en mars 2015.
- Des températures de surface de la mer très élevées sur la majeure partie de la planète.
- Une couverture de glace de mer réduite et des températures très élevées dans l'Arctique

El Niño et l'oscillation australe (ENSO) impliquent des échanges de chaleur importants entre l'océan et l'atmosphère et affectent les températures moyennes mondiales. L'événement 1997-1998 est à ce jour le plus important jamais enregistré. Celui de 2015-2016 est aussi à ranger parmi les plus gros observés.

Les cartes d'anomalies de températures entre 2015 et 2016 montrent à la fois l'impact des conditions El Niño dans le Pacifique tropical oriental et des températures arctiques supérieures à la moyenne. Sur la carte du mois de janvier, ci-dessous, on peut voir aussi que les températures ont été supérieures à la moyenne presque partout à la surface du globe, avec l'Antarctique comme principale exception. Les températures à la surface des océans étaient globalement au-dessus de la moyenne.

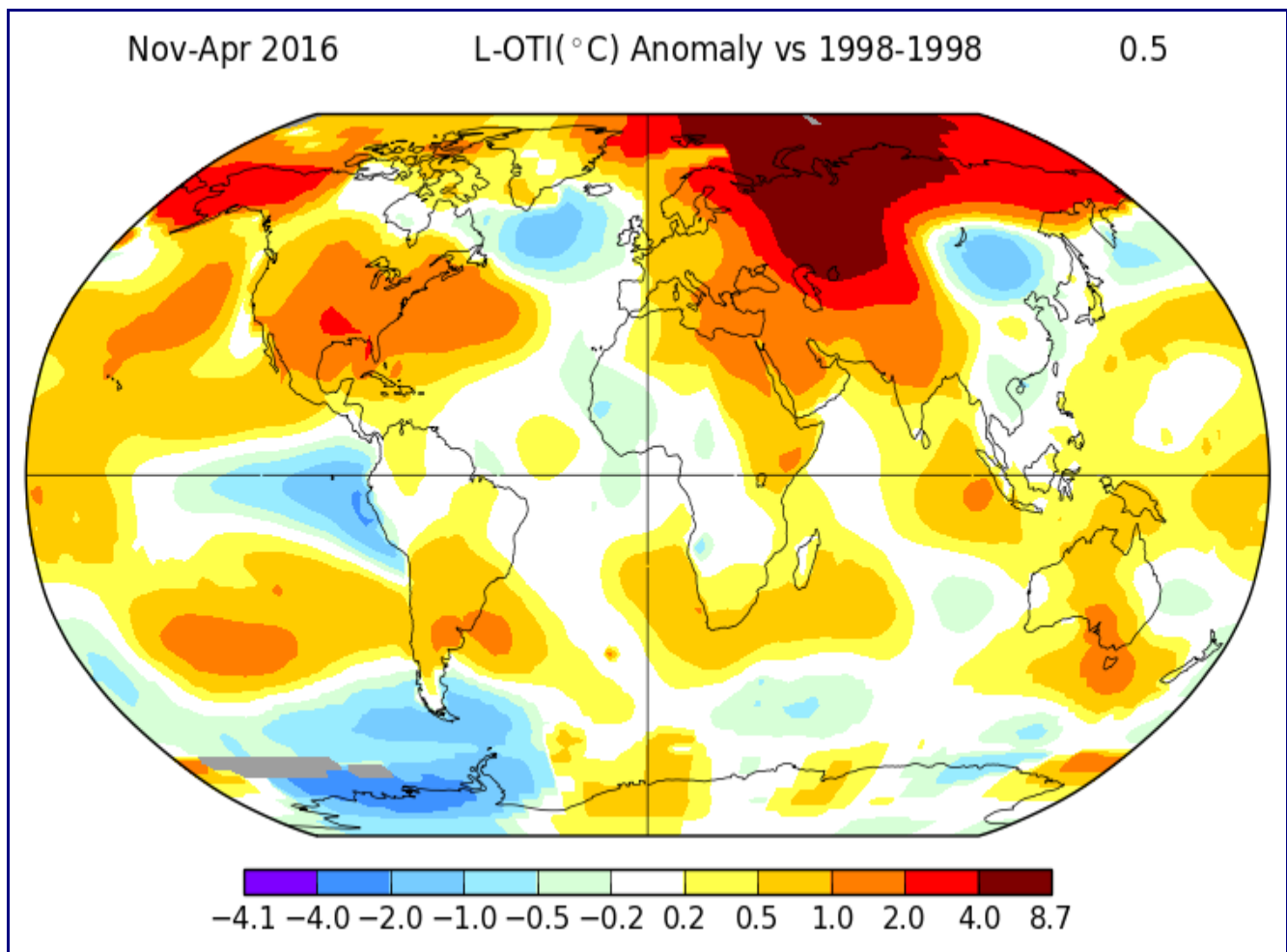


Carte d'anomalies de température pour le mois de janvier 2016. Source : NASA GISS.

En 2015/16, l'épisode El Niño a été comparable en intensité à celui de 1997/98, même si chaque événement de ce type a toujours ses caractéristiques propres.

L'une des principales différences entre les périodes 2015/16 et 1997/98 a été l'hiver arctique. En 1997/98, El Niño avait été associé à une couverture de glace de mer supérieure à la moyenne dans les mers de Barents et de Kara. En revanche, 2015/16 a été caractérisé par une couverture de glace inférieure à la moyenne et des températures supérieures à la moyenne dans ces mêmes régions.

On peut voir sur la carte ci-dessous les différences de température entre la période novembre 2015-avril 2016 et novembre 1997-avril 1998. Le réchauffement est bien plus prononcé en Arctique et dans de vastes portions de l'hémisphère nord.



Anomalies de températures : anomalies de novembre à avril 2015/16 vs nov-avr 1997/98.

Source : NASA.

Des records de chaleur ont été relevés au niveau mondial depuis octobre, on a vu aussi des températures record en janvier et février 2016 en Arctique. La chaleur atmosphérique a probablement été l'une des causes principales, avec des températures de l'air jusqu'à 6°C au dessus de la moyenne dans ces régions où l'épaisseur de la banquise est déjà mise à mal depuis plusieurs années, [selon Walt Meier](#), spécialiste de la glace de mer au Goddard Space Flight Center de la NASA.

Si l'on prend en compte le trio décembre, janvier février 2015/16, l'anomalie a été d'environ 4°C au-dessus de 65° de latitude nord. En 1997/98, ces trois mois avaient connu des anomalies tout juste dans la norme des valeurs de 1951-1980.

L'orientation des vents au cours des mois de janvier et février a été défavorable à la croissance de la glace parce qu'ils apportaient de l'air chaud du sud, empêchant l'expansion de la banquise arctique. Mais à l'avenir, ce sera probablement le réchauffement de l'océan qui aura le plus d'impact.

L'Arctique a donc connu des températures élevées pendant tout l'hiver. Mark

Serreze, le directeur du National Snow and Ice Data Centre américain, qui fait référence en matière d'analyse de la banquise, a parlé de conditions «absurdes». Il a ainsi confié n'avoir jamais vu quelque chose comme ça durant 35 années à étudier l'Arctique, rapporte [le journal britannique *The Guardian*](#).

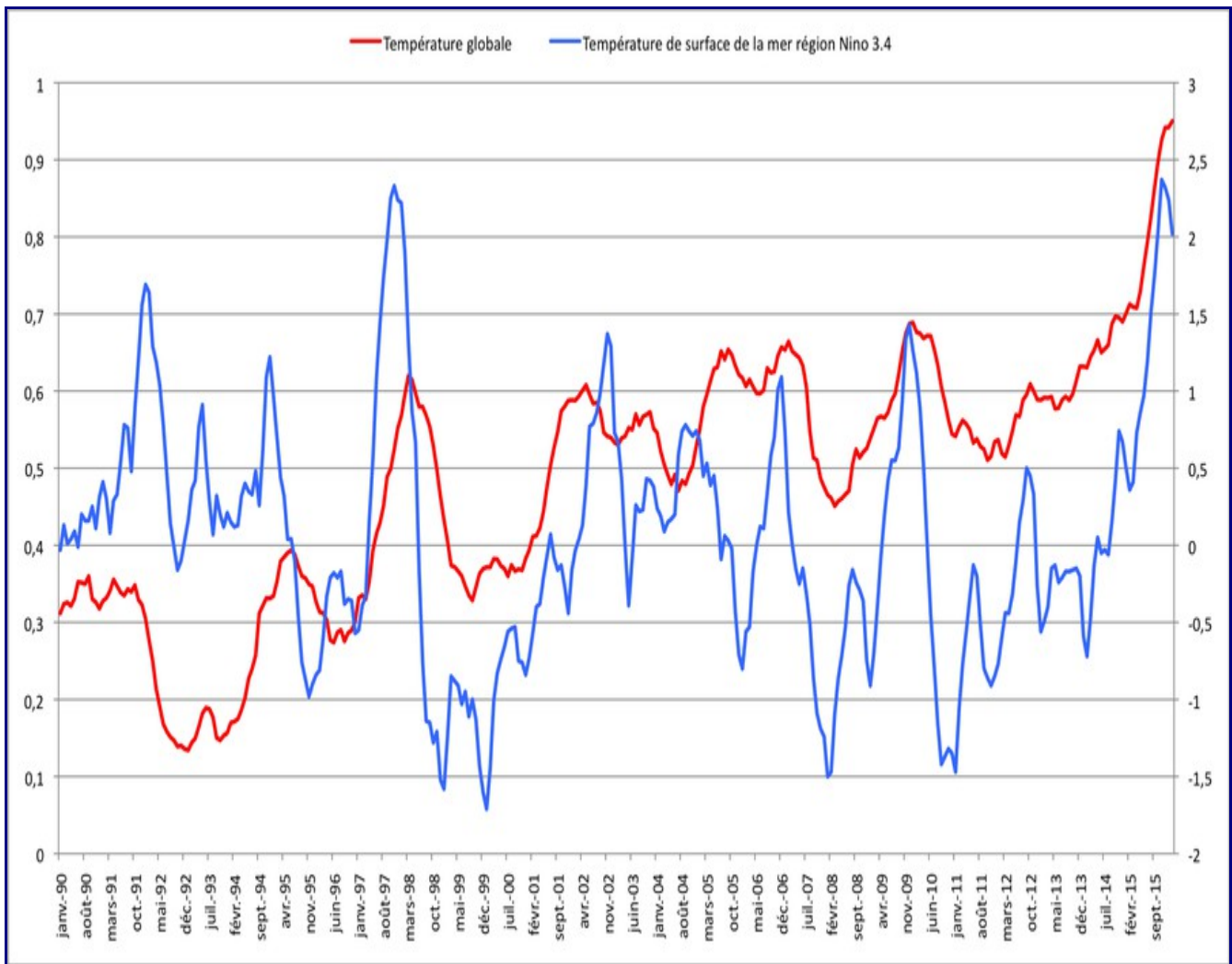
Ces conditions exceptionnelles en Arctique compliquent l'évaluation du véritable rôle d'El Niño en 2015/16. Selon le professeur Michael Mann, directeur du Penn State Earth System Science Centre, il est quand même possible d'analyser les enregistrements de température et d'évaluer l'impact d'un épisode El Niño.

D'après Michael Mann, El Niño a été responsable de moins de 0,1°C du réchauffement survenu en 2015. Cela signifie que nous aurions eu un record de température mondiale en 2015 même sans l'aide d'El Niño. Gavin Schmidt, directeur du Goddard Institute for Space Studies de la NASA, [estime quand à lui](#) que même sans El Niño, 2015 aurait été une année de record de chaleur. Il considère que le réchauffement du Pacifique a contribué à l'élévation de la moyenne de 0,07°C en 2015.

Ces chiffres sont valables pour 2015 mais c'est en 2016 que les températures ont véritablement flambé et ce qui nous intéresse c'est l'impact maximal d'El Niño. Jeff Knight, du Met Office, a expliqué au *Guardian* que les modélisations de l'agence britannique évaluaient la chaleur supplémentaire liée à un gros El Niño, comme celui de 1997/98 ou 2015/16, à environ 0,2°C. Son collègue Adam Scaife, chef des prédictions à long terme du Met Office, confirme ces chiffres. D'après le Met Office, la configuration des vents dans l'hémisphère nord a rajouté 0,1°C.

Kevin Trenberth, scientifique au National Center for atmospheric Research (NCAR) de Boulder, estime que le dernier El Niño a provoqué une hausse de la température mondiale d'environ 0,2°C sur les 12 derniers mois. [Trenberth et al.](#) (2002) avait estimé qu'en 1998, le réchauffement fut de 0,24°C après le pic des températures de surface de la mer à +2,5°C dans la région 3.4. La hausse était cependant réduite à +0,17 ° C pour les 12 mois centrés sur mars 1998 à cause d'El Niño.

Globalement, une tendance se dégage pour dire qu'un petit El Niño contribue à hauteur d'environ 0,1°C, contre 0,2°C pour un gros événement. Le graphique ci-dessous montre la température mondiale moyenne sur 12 mois (Berkeley Earth) et le principal indice mesurant l'intensité d'El Niño, les températures de surface de la mer dans la région Niño 3.4 du Pacifique.



Température globale sur 12 mois (Source : Berkley Earth) et température de surface de la mer dans la région Niño 3.4 (ERRST V4) entre Janvier 1990 et février 2016.

Dans l'Arctique, l'effet d'El Niño n'est pas encore très clair, mais probablement faible, selon Jeff Knight. Étant donné que l'Arctique a été très chaud pendant un certain nombre d'années, avec des niveaux de glace de mer systématiquement inférieurs à la moyenne, il est plus probable que la chaleur soit le fruit d'une tendance à long terme plutôt que la réponse à un événement épisodique comme El Niño, d'après le scientifique du Met Office.

«Nous avons ce gros El Niño, nous avons le blob chaud dans le nord-est du Pacifique, le blob froid dans l'Atlantique, et un Arctique ridiculement chaud», [a confié Jennifer Francis](#), chercheur à l'Université Rutgers, dans les colonnes du *Washington Post*. « Toutes ces choses qui arrivent en même temps n'avaient jamais eu lieu auparavant. »

De son côté, Mark Serreze pense qu'El Niño a quelque chose à voir avec ce qui se passe dans l'Arctique, mais considère qu'il n'est pas possible de déterminer, en

l'état actuel des connaissances, quels sont exactement les liens entre les deux phénomènes.

Nucléaire, charbon, prix de l'énergie...

Le vrai et le faux sur la transition énergétique allemande

par Thibault Laconde, dernière mise à jour le 27 juillet 2016

Modèle pour les uns, contre-exemple pour les autres, la politique énergétique allemande et sa "sortie du nucléaire" font paradoxalement plus débat de ce côté-ci du Rhin que de l'autre. Et comme souvent dans le domaine de l'énergie, ces polémiques ont leur lot d'affirmations contradictoires : L'Energiewende carbure-t-elle au charbon ? La sortie du nucléaire impose-t-elle à l'Allemagne d'acheter de l'électricité à ses voisins ? Les énergies renouvelables rendent-elles le réseau instable ? L'électricité allemande est-elle la plus chère du monde ?

Pour vous y retrouver sur ces questions et quelques autres voici un vrai-faux sur la politique énergétique allemande.



L'Allemagne est un gros consommateur de charbon

→ **Vrai**

Le mix électrique allemand repose historiquement sur le charbon, surtout du [lignite local](#) mais aussi de la houille importée. Cet héritage explique que **la part du charbon dans la production d'électricité allemande reste élevée : 42% contre 26% en moyenne dans l'Union Européenne.**

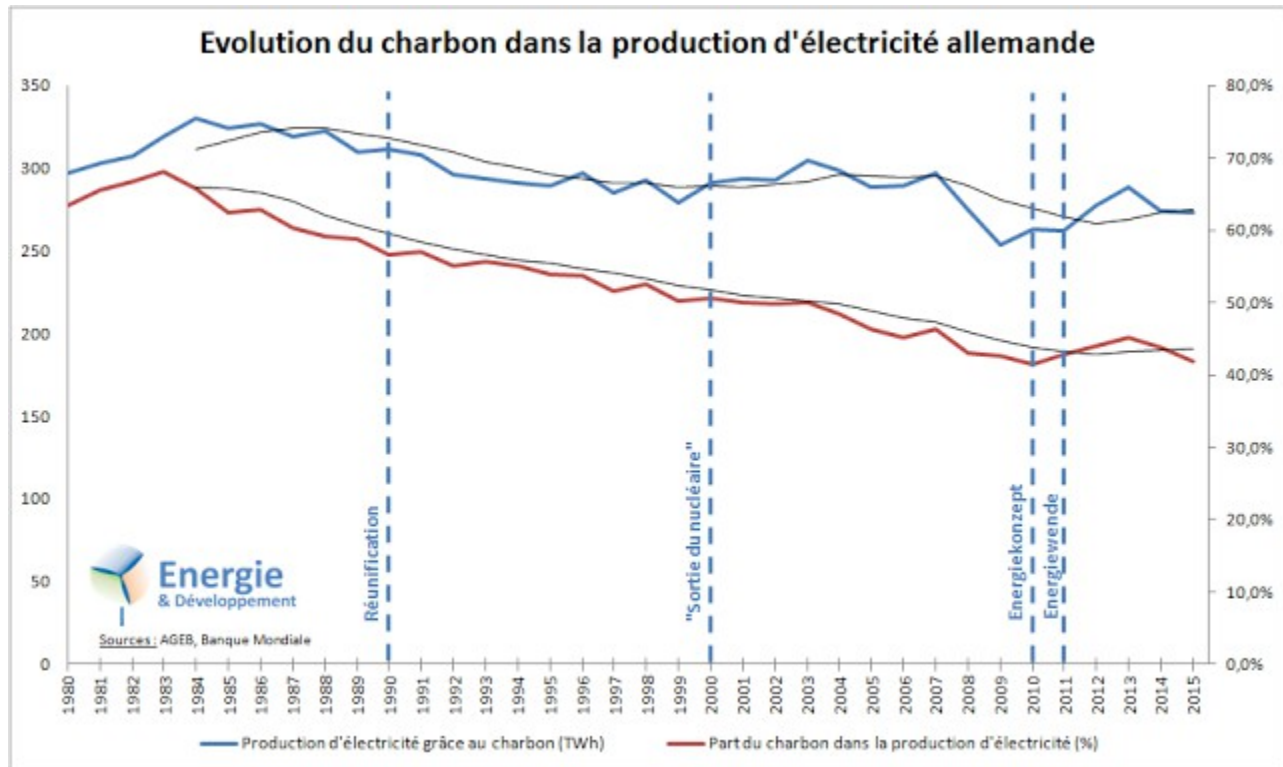
Vu de France ces proportions peuvent paraître énormes : dans notre pays le charbon ne compte que pour quelques pourcents de la production électrique. Mais ici c'est la France qui est atypique : toutes les autres grandes économies dépendent significativement du charbon. Celui-ci assure par exemple 30% de la production électrique au Japon, 32% en Grande Bretagne, 38% aux États-Unis et la Chine est bien au-delà avec 72% de charbon dans son mix électrique.



La consommation de charbon augmente en Allemagne

→ **Faux**

En valeur absolue, la production d'électricité à partir du charbon est pratiquement constante depuis un quart de siècle. Comme dans le même temps la production totale d'électricité a sensiblement augmenté, **la part du charbon a baissé régulièrement : elle était de 54% en moyenne dans les années 90, 47% entre 2000 et 2009 et 43% depuis 2010**. Difficile d'y voir une hausse...



Cette tendance de long terme à la baisse n'a été affectée ni par la réunification ni par la décision, prise dans les années 2000, de sortir du nucléaire. Le constat est plus mitigé pour la période qui suit l'accident nucléaire de Fukushima : la baisse de la part du charbon dans le mix électrique allemand semble faire une pause mais sans pour autant repartir à la hausse.



La sortie du nucléaire est une décision précipitée, prise sous le coup de l'émotion après l'accident de Fukushima

→ **Faux**

Les efforts de l'Allemagne pour se passer du nucléaire s'inscrivent dans un temps très long. **La décision politique date des années 2000 et n'a jamais été remise en cause depuis malgré les alternances**. Mais même cette décision s'inscrit dans une tendance antérieure : elle a été rendue possible par la construction d'un très

large consensus ([90% des allemands approuvent la politique énergétique de leur pays](#)) et la création de filières industrielles dans les années 80 et 90.

Alors que vient faire Fukushima là-dedans ? Il y a effectivement eu brève inflexion de la politique allemande en 2010 et 2011. Reprenons la chronologie :

1. **En 2000, la coalition Vert-SPD officialise la sortie du nucléaire** par la *Convention du 14 juin 2000* qui limite la quantité d'énergie qui pourra être produite par les centrales en service avant leur fermeture. La fin du nucléaire allemand est alors prévue autour de 2020. Cette décision n'est pas remise en cause lorsque les Verts quittent le gouvernement en 2005.
2. **En 2010, la majorité conservatrice menée par Angela Merkel confirme la fin du nucléaire mais assouplit le calendrier.** L'Allemagne se donne alors de nouveaux objectifs énergétiques à l'horizon 2050 (c'est ce qu'on a appelé l'*Energiekonzept*), la fermeture de la dernière centrale nucléaire y est prévue pour 2036.
3. Quelques mois plus tard, **en 2011, l'accident de Fukushima pousse Angela Merkel à revenir au calendrier de 2000.** Pendant l'été, une nouvelle série de lois sur l'énergie est adoptée (*Energiewende*), elle ne remet pas fondamentalement en cause les orientations de l'*Energiekonzept* mais revient au calendrier des années 2000. La sortie du nucléaire est désormais prévue en 2022 et les 8 réacteurs les plus anciens sont mis à l'arrêt immédiatement.

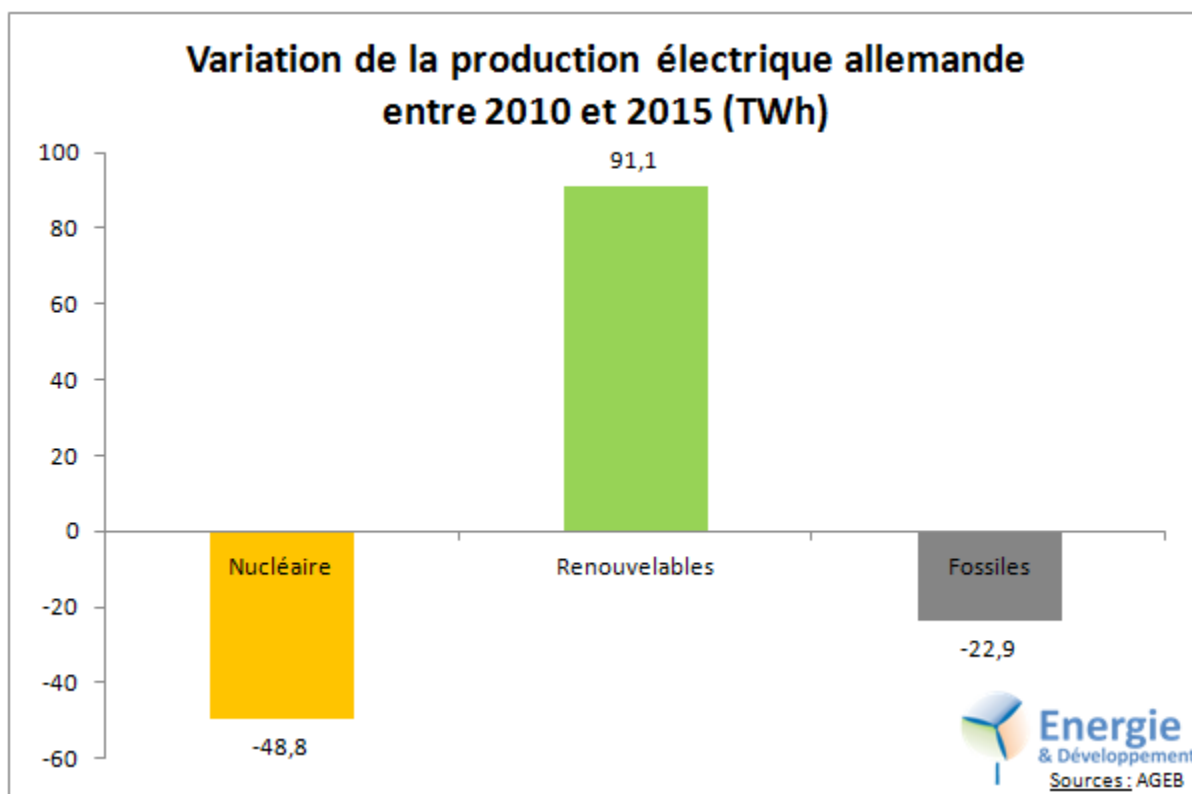
Pour une description plus détaillée de ces différentes étapes, vous pouvez lire cet article : [Les leçons de la "sortie du nucléaire" allemande pour la transition énergétique française.](#)



La sortie accélérée du nucléaire signifie un retour aux énergies fossiles

→ **Faux**

Le revirement de l'été 2011, et surtout la fermeture immédiate de 8 réacteurs soit près de 8.5GW, a fait dire à de nombreux commentateurs que l'Allemagne serait obligée d'augmenter sa consommation d'énergie fossile. Cette prévision tenait la route à l'époque mais 5 ans plus tard il est clair qu'elle ne s'est pas réalisé.



Avec le recul dont nous disposons maintenant, il est clair que les allemands sont en train de gagner leur pari : **depuis 2010, les énergies renouvelables ont fait plus que compenser le recul du nucléaire permettant de baisser dans le même temps la production d'électricité d'origine fossile.**



Depuis 2010, c'est la consommation de gaz qui a reculé, pas la consommation de charbon

→ **Vrai**

En 2015, la part du charbon dans le mix électrique allemand était de 42% exactement comme en 2010. Dans le même temps, la part du gaz a reculé de 14 à 9%. D'un point de vue climatique, l'inverse aurait évidemment été préférable puisque, à énergie équivalente, le gaz émet à peu près deux fois moins de dioxyde de carbone que le charbon.

Cette évolution s'explique avant tout par la compétitivité du charbon en Europe par rapport aux autres fossiles. Deux responsables :

- La baisse du cours du charbon qui est passé de 84\$ la tonne au printemps

2011 à environ 60\$ aujourd'hui. Cette baisse s'explique par l'exploitation rapide des gaz non-conventionnels aux États-Unis. Celle-ci a fait baisser de l'ordre de 30% le prix du gaz en sortie de puits mais le gaz étant difficilement transportable, la baisse des cours outre-atlantique ne l'a pas rendu plus compétitif en Europe. Au contraire elle a détourné une partie de la production américaine de charbon vers l'export. Plus récemment, le ralentissement de la croissance chinoise accompagné de fortes surcapacités a également tiré le prix du charbon vers le bas.

- Les ratés du marché européen du carbone : un de ses objectifs était justement de rendre le gaz compétitif par rapport au charbon. Mais le prix de la tonne de CO2 (moins de 5€) est beaucoup trop bas pour cela.

Les allemands sont bien conscients de ce problème et il est probable que la prochaine étape de leur politique énergétique va être de s'attaquer au charbon. Une consultation sur le sujet est en cours et devrait aboutir à la fin de l'année. En attendant, le gouvernement allemand a déjà décidé l'arrêt de 2.7GW de centrales à lignite dans les 5 prochaines années et la fermeture des mines de houilles avant 2018.



La sortie du nucléaire se fait au détriment du climat

→ Faux (mais ça se discute)

Si la part des énergies fossiles reculent dans le mix électrique allemand, les émissions de gaz à effet de serre ne peuvent que baisser. **En 2015, les émissions liées à la production d'électricité étaient de 313 millions de tonnes de CO2 contre 320 en moyenne entre 2010 et 2014 et 334 entre 2000 et 2004.** Même si cette baisse est modeste, le résultat de 2015 est le meilleur résultat depuis 15 ans à la seule exception de 2009 où la production d'électricité s'était fortement contracté sous l'effet de la crise.

Cependant, si elle est plutôt neutre pour le climat, la politique énergétique allemande a un coût d'opportunité : **à investissement égal, une politique énergétique tournée vers la réduction des émissions plutôt que la sortie du nucléaire aurait pu diviser par deux la consommation de charbon allemande entre 2000 et 2020** et faire baisser les émissions annuelles de carbone de 150 millions de tonnes environ. Au lieu de quoi, la production d'électricité grâce aux énergies fossiles est la même aujourd'hui qu'il y a 20 ans à quelques térawatt-heures près.

Le choix des allemands a été de faire passer la fermeture des centrales nucléaires avant celle des centrales à charbon. Est-ce le bon ? L'effort allemand ne devrait-il pas être rééquilibré : fermer les réacteurs nucléaires moins vite pour réduire plus rapidement les énergies fossiles ? Ce sont des questions légitimes, alors autant la poser de façon honnête.



L'Allemagne ferme ses réacteurs nucléaires mais compense en achetant l'électricité des centrales françaises

→ **Faux**

C'est une idée qu'on entend de temps à autres : la sortie du nucléaire serait rendue possible par l'importation d'électricité venue des pays voisins. A la lecture des statistique cette affirmation apparait totalement fantaisiste. Au contraire, **les exportations d'électricité allemande ont explosé depuis le début de la transition énergétique** : importatrice nette en 2000, l'Allemagne a exporté 18TWh en 2010 et plus de 50TWh en 2015 !

En particulier, le solde des échanges avec la France est positif (de 5.9TWh en 2014). C'est donc la France qui achète de l'électricité à l'Allemagne, pas l'inverse.

(Un lecteur a attiré mon attention sur un paradoxe : Alors que l'Allemagne est exportatrice nette d'électricité vers la France, le solde des flux physiques d'électricité entre l'Allemagne et la France est négatif. L'explication est simple : de l'électricité française peut, par exemple, passer physiquement par l'Allemagne alors qu'elle est destinée au marché belge ou suisse. C'est donc bien le flux contractuel, évoqué plus haut, qui renseigne sur la réalité des échanges.)



Avec un mix électrique qui intègre autant d'énergies renouvelables intermittentes, le réseau allemand est instable

→ **Faux**

En 2014, le mix électrique allemand comptait 30% de renouvelable dont presque deux tiers d'éolien (13%) et de solaire (6%) - des énergies dites "intermittentes". Il y a encore quelques années, beaucoup d'experts pensaient que les réseaux électriques ne pourraient pas supporter longtemps la progression des énergies intermittentes, celles dont la disponibilité varient en fonction de facteurs extérieurs notamment la météo. Au-delà de quelques pourcents du mix électrique, disait-on

alors, ces énergies dégraderaient la sécurité électrique, voire entraîneraient l'effondrement du réseau.

Avec le recul, l'intégration des énergies renouvelables est bien un défi technique (l'Allemagne doit par exemple renforcer son réseau notamment les lignes reliant le nord où les éoliennes sont installées et le sud industriel) et économique (avec des périodes où le prix de l'électricité est négatif) mais elle ne semble plus insurmontable. Aujourd'hui [le réseau électrique allemand est un des plus fiable d'Europe](#). La durée annuelle des coupures y est quatre fois inférieure à celle du réseau français.



L'électricité allemande est parmi les plus chères du monde

→ **Faux et vrai à la fois**

Si on regarde le prix de gros, l'électricité allemande est [la moins chère d'Europe](#). C'est logique : d'une part, les centrales à charbon sont déjà amorties et le combustible est peu onéreux, d'autre part les énergies renouvelables ont un coût marginal de production nul qui tire les prix vers le bas.

Mais si on regarde la facture des consommateurs finaux, l'électricité allemande coûte environ 0.3€/kWh ce qui la place parmi les plus onéreuses, c'est par exemple deux fois plus cher qu'en France. En effet, le développement des énergies renouvelables repose sur des prix garantis pendant 20 ans et ce sont les ménages qui payent le plus gros de la différence avec le prix spot via une taxe (*l'EEG-Umlage*).

Même si les foyers allemands sont très économes, de telle sorte que leur facture finale est à peu près la même que dans les autres pays européens ([en moyenne 978€/an contre 834 pour les français](#)), la transition énergétique à un coût, tout particulièrement pour les moins aisés qui consacrent une part plus importante de leurs revenus à l'énergie.

La plupart des chiffres cités dans cet article sont tirés de l'[AGEB](#). Comme d'habitude, vous pouvez accéder au détail des données et des calculs, il suffit de [cliquer ici](#).

[Crédit photo](#) : By Kateer 8 May 2007 (UTC) (Own work) [[CC-BY-SA-2.5](#)], [via Wikimedia Commons](#)

Il est vraiment temps de faire baisser la température !

Jacques Cossart, *Les possibles* n°6, printemps 2015

La Banque mondiale a publié le 3 novembre 2014 le troisième volume [Turn Down the Heat : Confronting the New Climate Normal](#) de la série *Turn down the heat*, venant après le premier publié en 2012, exigeant dans son sous-titre d'éviter absolument une élévation de la température de 4°C et le second, l'année suivante, enjoignant des mesures urgentes d'adaptation aux dégradations déjà existantes.

La Banque a fait appel, pour ce faire, aux équipes du *Potsdam Institute for Climate Impact Research* (PIK), réputées pour leur travaux en relation avec le climat et ses conséquences multisectorielles dans les décennies à venir ; le PIK est très impliqué dans les travaux du GIEC dont on peut lire une présentation du dernier rapport dans [Le climat, roche Tarpéenne pour l'humanité ?](#).

L'institution de Washington, rappelant que sa mission consiste à combattre la pauvreté dans le monde, justifie ces 800 pages en rappelant que « des changements climatiques dramatiques et des phénomènes météorologiques extrêmes affectent déjà des millions de personnes à travers le monde, endommageant les cultures et les côtes et menaçant la sécurité hydrique ». Placer l'analyse de la réalité et la recherche de solutions pour y faire face constituerait donc sa plus ardente obligation.

Dans le rapport 2014, les experts du PIK affirment que les changements sont là et, les décrivant, recherchent comment y faire face. Observant un réchauffement moyen de 0,8°C par rapport à l'ère préindustrielle, ils formulent quatre constats généraux :

- vagues de chaleur extrême provoquées, avec une probabilité de 80 %, par le changement climatique ;

- augmentation des précipitations extrêmes ;

 - aridification accentuée des zones déjà soumises à la sécheresse ;
 - activité cyclonique accrue.

À partir d'études régionales, les experts prévoient huit effets, d'ores et déjà générés :

- Modification des précipitations entraînant des conséquences néfastes sur la disponibilité des ressources en eau. D'un côté, à 4°C d'augmentation, les précipitations baisseraient de 20 % à 50 % en Amérique centrale, Caraïbes,

Balkans, Moyen-Orient et Afrique du Nord ; à l'opposé, les risques d'inondations augmenteraient de 30 % en Sibérie et Amérique du Sud.

Vagues de chaleur exceptionnelles et sans précédent. Ces phénomènes sont, d'une part, plus fréquents et, d'autre part, s'étendent à de plus vastes régions. Si l'humanité parvient à limiter l'augmentation des températures à 2°C, il est probable que les épisodes de chaleur très élevée ne s'installeraient pas, alors qu'atteignant 4°C, ils risquent de toucher de 70 % à 80 % des terres émergées de l'Amérique latine et des Caraïbes, de la zone du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, et aussi 55 % de certaines zones européennes et d'Asie centrale.

Dégradation des rendements agricoles, sécurité alimentaire : le réchauffement actuellement constaté est chiffré à 0,8°C, très sensiblement en dessous des 2°C et 4°C étudiés dans ce rapport. Or, à ce niveau de réchauffement, de fortes suspicions existent déjà quant à la diminution des rendements qu'il aurait entraînée.

Modification des écosystèmes terrestres qui provoqueront la diminution des herbacées, affectant ainsi gravement l'élevage et, partant, la subsistance des populations concernées.

Modification des écosystèmes marins : l'acidité des océans a crû de 30 % depuis le début de l'ère industrielle et il est à craindre qu'elle aura augmenté de 150 % d'ici la fin du XXI^e siècle. Il devrait s'ensuivre une réduction de l'oxygène disponible affectant lourdement la faune et la flore marines.

Élévation du niveau des océans : elle a été plus rapide que celle estimée par les prévisions antérieures. Si l'élévation moyenne de la température est maintenue à un maximum de 2°C, l'élévation pourrait être de 50 cm d'ici 2030 et 70 cm d'ici la fin de ce siècle.

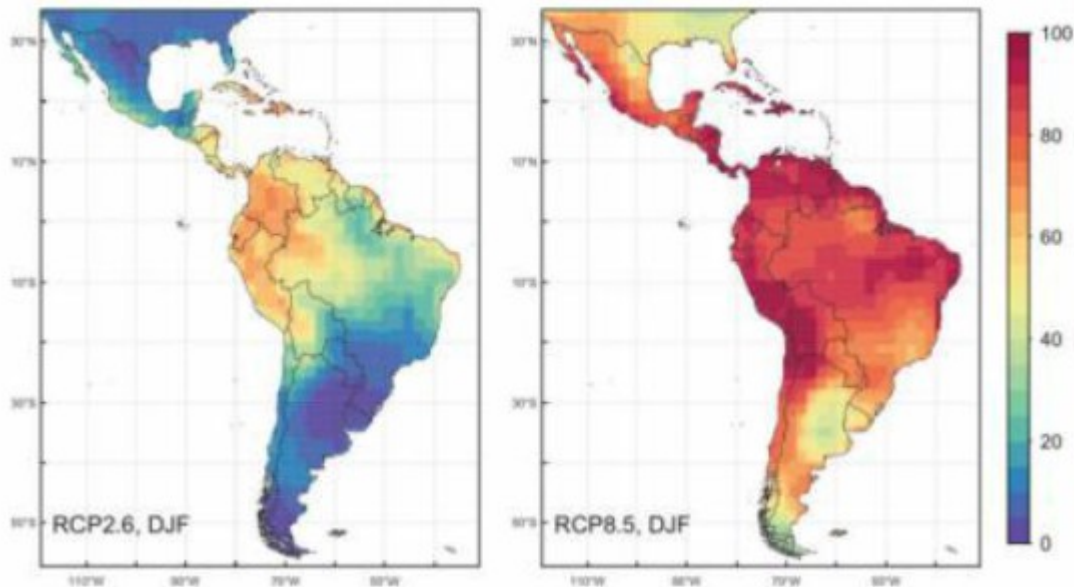
Glaciers : dans les conditions actuelles du réchauffement climatique, on observe une diminution importante du volume des glaciers qui provoquera des inondations et une réduction considérable des ressources d'eau douce, notamment au détriment des récoltes.

Vulnérabilité sociale : elle n'est évidemment pas seulement le résultat de la détérioration du climat, cependant on observe déjà des conséquences négatives à l'encontre des populations vulnérables ; elle ne peut que s'amplifier dans les zones les plus pauvres où les infrastructures sont insuffisantes.

On observe sur les cartes ci-dessous, qui reproduisent la figure 2 de la page XXIII du rapport, la présentation de la concentration des gaz à effet de serre dans l'hypothèse d'un maintien de l'élévation de température sous 2°C (à gauche), et celle correspondant à une élévation atteignant 4°C (à droite). Ces températures

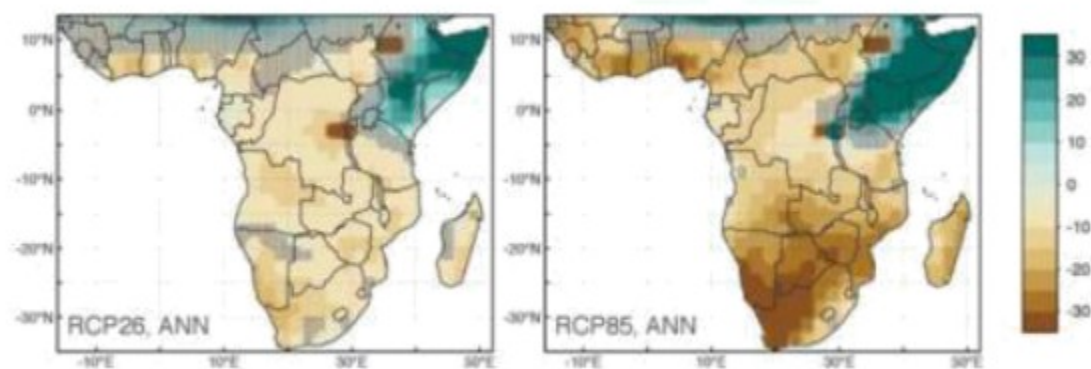
exceptionnelles sont réputées n'intervenir qu'une seule fois sur plusieurs siècles. Ces cartes présentent la situation pour la période 2071-2099, avec 1951-1980 pour période de référence. DJF signifie décembre, janvier, février. Ce sont les scénarios RCP (representative concentration pathway) établis par le GIEC qui sont utilisés.

Figure 2: Multi-model mean of the percentage of austral summer months (DJF), with highly unusual temperatures (normally unlikely to occur more than once in several hundred years) in a 2°C world (left) and a 4°C world (right) in 2071–2099 and relative to the 1951–1980 base line period.



On sait combien l'avenir de l'Afrique est souvent annoncé, grâce à cette croissance merveilleuse, comme radieux. Ainsi, le Fonds monétaire international se montrait très confiant dans un document publié en avril 2014 et intitulé [Afrique subsaharienne Pour une croissance durable et plus solidaire](#). Il introduisait son étude de la manière suivante : « La croissance économique de l'Afrique subsaharienne devrait s'accélérer et passer de 4,9 % en 2013 à environ 5,5 % cette année, grâce à l'amélioration des perspectives dans un grand nombre de pays de la région ». Pourtant, le [rapport 2013](#) de la série présentée ici, consacré pour partie à l'Afrique, se montre beaucoup plus préoccupé pour l'avenir de ce continent. On y lit notamment que la production alimentaire y est menacée, que la disponibilité en eau est compromise, en même temps que l'augmentation de la sécheresse entraînera de graves conséquences pour l'approvisionnement alimentaire, qui perdurera et affectera la santé des populations. Les auteurs notent que la situation à venir ne peut que compromettre l'éducation des enfants ; comment pourrait-il en aller autrement ? Les dangers pesant sur l'avenir africain apparaissent clairement sur les cartes ci-dessous, qui reproduisent la figure 3.1 de la page 21 du dernier rapport cité. Les « réserves de croissance mondiale », pour autant que la croissance soit, en soi, source de progrès assurés, sont-elles aussi durables qu'on nous l'assure ?

Figure 3.1: Sub-Saharan Africa – Multi-model mean of the percentage change in the Aridity Index in a 2°C world (left) and a 4°C world (right) for Sub-Saharan Africa by 2071–2099 relative to 1951–1980



In non-hatched areas, at least 4/5 (80 percent) of models agree. In hatched areas, 2/5 of the models disagree. Note that a negative change corresponds to a shift to more arid conditions. Particular uncertainty remains for East Africa, where regional climate model projections tend to show an increase in precipitation, which would be associated with a decrease in the Aridity Index (see also footnote 2). A decrease in aridity does not necessarily imply more favorable conditions for agriculture or livestock, as it may be associated with increased flood risks.

Ces cartes représentent les effets du changement climatique sur l'indice d'aridité du sol subsaharien. La carte de gauche figure ce qui est attendu avec une élévation de température maintenue à un maximum de 2°C, et celle de droite pour une élévation de 4 °C. Les périodes de référence sont les mêmes que celles qui sont retenues pour la figure 2. Dans la plus grande partie des zones cartographiées, quatre des cinq modèles utilisés sont concordants. Un changement négatif correspond à une aggravation de l'aridité ; cependant, une baisse de celle-ci ne signifie pas automatiquement une amélioration des rendements, en raison de l'augmentation des risques d'inondation.

En guise d'avertissement qui pourrait servir de conclusion à ces quelques lignes, citons un article de Stéphane Foucart publié dans *Le Monde* du 2 décembre 2014. À propos de l'accord intervenu entre la Chine et les États-Unis sur la réduction, à terme, de leurs émissions de CO₂, le journaliste scientifique titrait « Climat : tambours et pipeau ». Il y relate, en particulier, les conclusions de Chris Hope, spécialiste de modélisation des interactions entre politique énergétique et climat à l'université de Cambridge (Royaume-Uni), qui, utilisant le modèle [PAGE](#), mesure la probabilité de demeurer en dessous des fameux 2°C. Dans l'hypothèse du respect des seuls engagements sino-états-uniens et européens d'ici 2030, la probabilité, selon lui, de parvenir à cet eldorado est de quelque 1 %. Si c'est l'ensemble du monde qui suit cette trajectoire, la probabilité s'élève à... 1,1 %. On peut toujours espérer que le modèle de Hope soit mal paramétré !



Martin Prescott: Pétrole: On a toujours la capacité de revenir à 30 \$ le baril dans les prochains mois, voire à 22 \$

Publié le 24 août 2016 à 14:44:16 par Tiger54 / 0 commentaire / 34 Vues

Martin Prescott: Pétrole: On a toujours la capacité de revenir à 30 dollars le baril dans les prochains mois, voire à 22 dollars le baril. Voir l'intégralité de... Lire la suite

MoneyMakerEdge: le trimestre déterminant sur le marché financier

BusinessBourse.com Le 24 Août 2016

En cette fin du mois d'août, Martin Prescott fait un point sur les indices, sur l'évolution du cours de l'Or, sur l'actualité économique et géopolitique. La rentrée risque d'être chaude, très chaude !



<https://youtu.be/vwzoxasENME>



Jacques Sapir: « La rentrée risque d'être plus agitée »

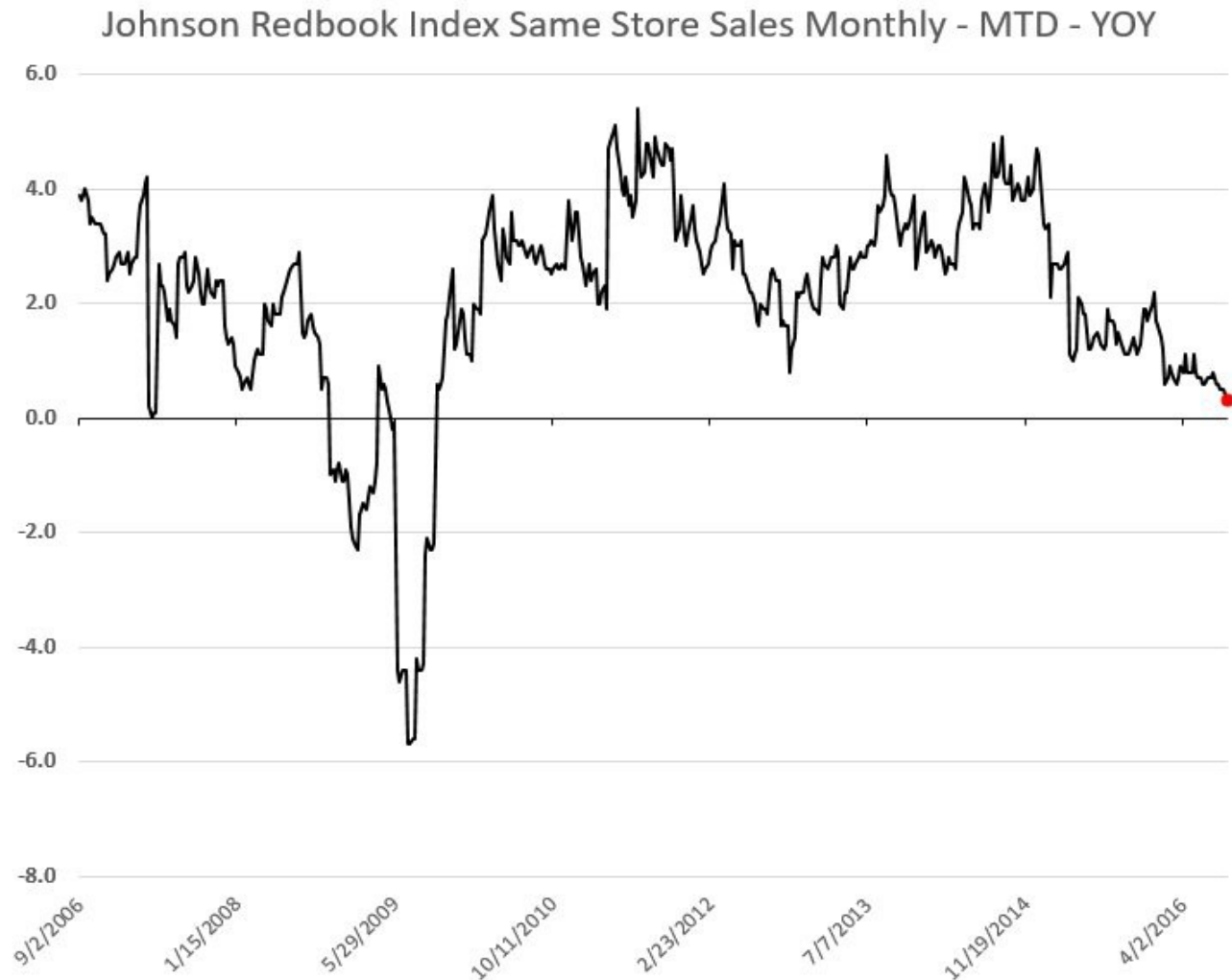
Publié le 24 août 2016 à 08:00:03 par Tiger54 / 0 commentaire / 695 Vues

Jacques Sapir, économiste, directeur d'études à l'EHESS, rédacteur en chef du site russeurope, membre des Econoclastes, s'est exprimé sur la situation... Lire la suite

USA: horreur sur les ventes au détail

Bruno Bertez 24 août 2016

USA : horreur sur les ventes au détail



Source: Bloomberg LP

The Daily Shot®

Baisse de confiance en Europe

Bruno Bertez 24 août 2016



Le déficit du budget US recommence à augmenter

Bruno Bertez 24 août 2016

Le déficit du budget US recommence à augmenter. Il devrait passer à 596 milliards de dollars pour l'exercice fiscal 2016. La cause en serait moins de recettes que prévu du fait de la croissance décevante et plus de dépenses sociales. Ce sont les chiffres de l'OMB. L'estimation est supérieure de 56 milliards à la précédente qui date de mars. Le déficit sera supérieur de 152 milliards à celui de 2015 et représentera 3,2% de la production.

Au sommet en 2009 le déficit a atteint 1,4 trillion et au plus bas 485 milliards en 2014.

La dette détenue par le public représentera 77% du GDP à la fin 2016, en hausse de trois points sur 2015 et au niveau record depuis 1950.

Les revenus 2016 auront augmenté de 1% face à des dépenses en hausse de 5%.

On attend une activité meilleure au cours de la seconde partie de 2016.

Nous pensons que les résultats des entreprises pourraient s'améliorer car le déficit du gouvernement joue positivement sur les excédents des entreprises, par le jeu des simples équivalences de la comptabilité nationale, plus de déficit égale plus de demande adressée aux entreprises, sans que leurs coûts augmentent en proportion. Le change du dollar jouera aussi dans le même sens. Le déficit accru crée de la demande qui ne pèse pas sur les coûts. Il crée un taux de profit artificiel puisqu'il injecte des revenus tombés du ciel.

Des sociétés européennes émettent de la dette tout simplement car la BCE est acheteuse

Article de Mike Shedlock, publié le 22 août 2016 sur son blog MishTalk.com : Août 24, 2016



« La situation est devenue tellement absurde en zone euro que la BCE accumule de la dette privée sans regarder de près ce qu'elle achète, au mépris du risque. En réponse, les sociétés privées européennes émettent de la dette tout simplement car elles savent d'avance que la BCE les achètera.

Il s'agit d'un exemple éloquent de l'adaptation des marchés à des politiques

monétaires extrêmes. On prend peu de risques en concluant que cette expérimentation finira mal.

Comme l'écrit le Wall Street Journal, il s'agit « d'un paradis pour les vendeurs alors que les sociétés émettent des obligations à l'attention de la BCE » :

« Le programme d'achats d'obligations Corporate de la banque centrale européenne a tant attiré l'attention des marchés du crédit que certaines banques d'investissement et sociétés créent de nouvelles obligations, spécialement émises à l'attention de la banque centrale.

À 2 reprises, la BCE a directement acheté des obligations à des sociétés européennes via des émissions privées (private placement), lorsque la dette est vendue à un cercle fermé d'acheteurs sans passer par les formalités d'une émission large via les marchés. (...)

Les achats furieux de la banque centrale ont offert un bol d'oxygène aux sociétés et aux gouvernements, qui peuvent désormais emprunter à des taux records. Mais ces politiques extrêmes ont également été critiquées vu qu'elles démolissent les rendements des investisseurs tels que les caisses de retraite, tout en chargeant les systèmes économique et financier de dette potentiellement surévaluée.

La BCE a rejoint sur le tard la fête des banques centrales, commençant ses QE en 2015 seulement, des années après les États-Unis, le Royaume-Uni et le Japon, mais elle a adopté les achats d'obligations avec enthousiasme. En mars, elle a augmenté ses achats, passant de 60 milliards d'euros par mois à 80 milliards, tout en surprenant les investisseurs en déclarant qu'elle allait bientôt ajouter les obligations d'entreprise à sa liste de shopping. (...) »

L'effet BCE

Si la BCE annonce ce qu'elle va acheter, elle ne précise pas les montants. Néanmoins, cela a débouché sur un jeu de devinettes qui n'a fait que pousser les taux vers le bas.

Dès que la BCE achète une émission, le taux de cette obligation s'effondre. Et désormais, nous avons ces émissions privées, spécialement concoctées à l'attention de la BCE. Les QE sont censés doper le crédit et l'investissement alors que dans les faits, ils tuent le régime des retraites tout en alimentant des bulles.

Tant que les sociétés ne font pas défaut, la BCE peut simplement conserver ses obligations jusqu'à maturité, comme le fait la Fed. En attendant, les bulles continuent de gonfler... »

Pourquoi la Fed ne relèvera pas ses taux en septembre

Rédigé le 22 août 2016 par Graham Summers

Une campagne médiatique laisse croire que la Fed pourrait relever ses taux en septembre. Il n'en sera rien. Mais le dollar pourrait continuer à s'apprécier face aux autres devises.

CNBC et les commentateurs essaient de prétendre que la déclaration du FOMC (comité de politique monétaire de la Fed), diffusée le 17 août dernier, indiquerait que la Fed va relever les taux en septembre.

C'est totalement absurde.

Premièrement, les élections présidentielles auront lieu en novembre.

L'un des candidats (Donald Trump) a déjà déclaré que s'il était élu, il demanderait à la totalité du conseil des gouverneurs de la Fed de démissionner, et en particulier à la présidente de la Fed, Janet Yellen.

Dans ce contexte, l'idée que la Fed puisse relever les taux en septembre et prendre le risque de faire exploser le marché actions (ce qui ferait élire Trump), relève de la folie furieuse.

Comprenez bien que je ne prends parti pour aucun camp politique, là. Je formule simplement une évidence : la Fed est constituée d'individus qui, comme tout le monde, veulent conserver leur emploi. Alors l'idée que les membres de la Fed agissent volontairement dans un sens menant tout droit à leur limogeage est totalement folle.

Souvenez-vous, nous parlons du même groupe d'individus que celui qui a usé de prétextes tels que les banques italiennes, le BREXIT, la Chine... et littéralement toutes sources d'inquiétude concernant l'économie mondiale, pour ne pas relever les taux au cours de ces huit derniers mois.

La Fed remettrait le couvert après une première hausse de taux mal digérée ?

Et curieusement, la Fed s'apprêterait à relever à nouveau les taux en septembre ? Surtout après que la première hausse se soit si bien passée ?

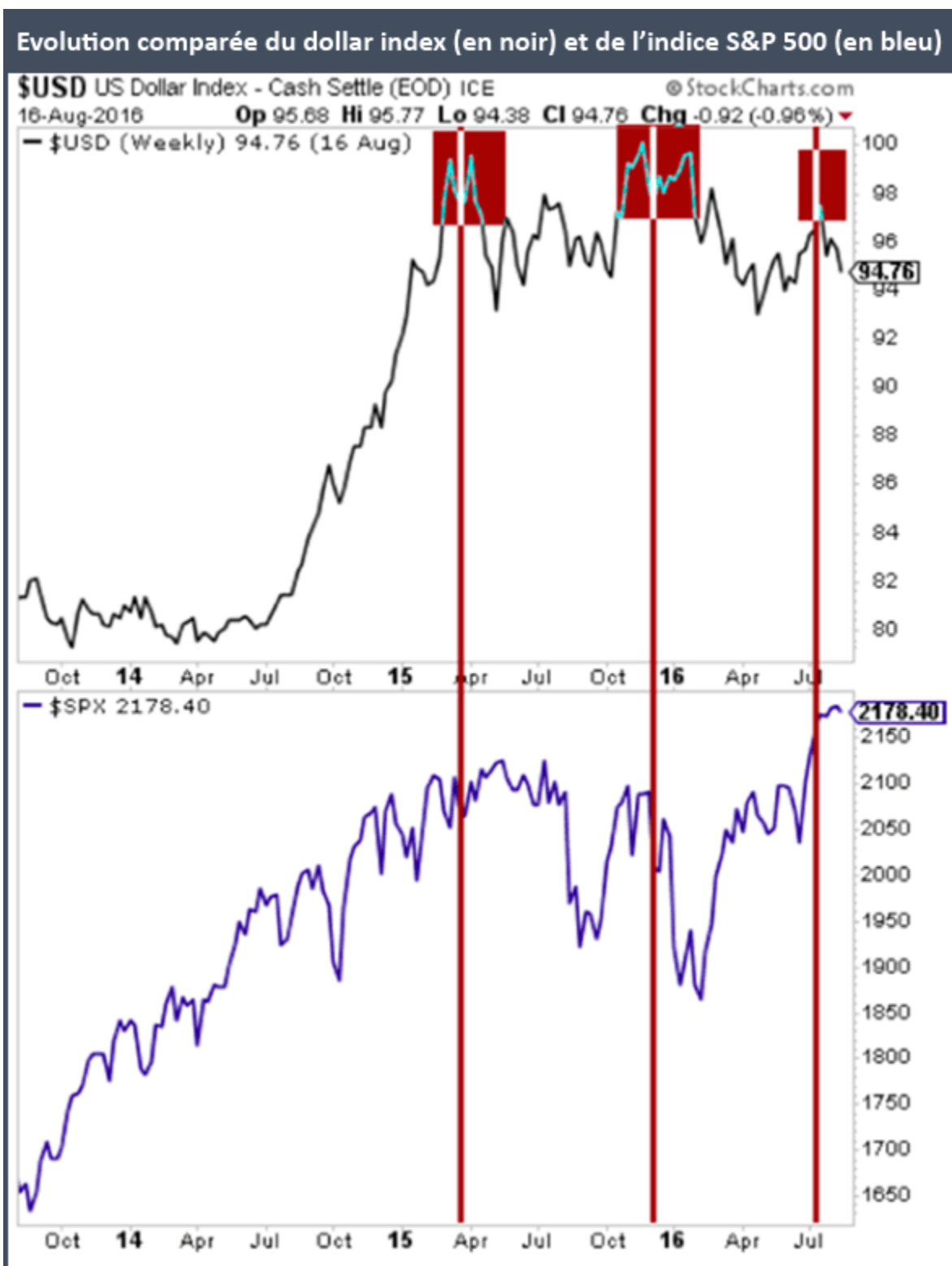


La Fed relève les taux... le marché implose

La politique mise à part, la Fed a besoin, en réalité, que les marchés actions américains demeurent à des niveaux élevés.

Pour ce faire, et avec une économie américaine vacillante, le seul recours de la Fed est de déprécier le dollar US.

Le graphique ci-dessous représente le dollar index (dollar évalué contre un panier de devises) et le S&P 500. Comme vous le constatez, chaque fois que le dollar index passe au-dessus des 96 points et y reste, les jours des actions sont comptés.



Evolution comparée du dollar index (en noir) et de l'indice S&P 500 (en bleu)

Comme l'indique le graphique ci-dessus, un dollar fort est très déflationniste.

Pour rappel : 40% des revenus du S&P 500 proviennent de l'étranger. Alors si le

dollar grimpe, d'autres devises majeures (l'euro et le yen) baissent... et donc les revenus et bénéfices des entreprises américaines chutent.

Sachant cela, l'idée que la Fed relève les taux (ce qui renforcerait le dollar et ferait plonger les actions), deux mois avant une élection, est particulièrement absurde.

Après tout, la seule "réussite" que la Fed puisse revendiquer, concernant sa politique, c'est la hausse du marché actions ! Alors pourquoi prendre le risque de tout pulvériser, surtout si votre job est en jeu ?

La hausse du dollar est le cauchemar de la Fed

En réalité, la Fed tente désespérément de réprimer la hausse du dollar depuis qu'il a flambé au deuxième semestre 2014. Comme je l'ai déjà indiqué, plus de 9 000 milliards de dollars de dettes – émises par des gens qui ne vivent pas en dollar mais dans une autre monnaie – flottent un peu partout dans le système financier.

Tout cet argent (l'équivalent des PIB de l'Allemagne et du Japon réunis) est très vulnérable à tout renforcement du dollar US.

Lorsque vous empruntez en dollars US, vous pariez en réalité sur la baisse du dollar US. De ce fait, tout mouvement de hausse du dollar US signifie des *pertes explosives*.

De plus, les marchés des changes internationaux brassent des transactions représentant un volume journalier de 5 000 milliards de dollars. Or le dollar représente 86% de toutes ces transactions. Alors, si la Fed perdait le contrôle du dollar, cela sonnerait la fin de la partie pour cette institution et toutes ses pratiques.

Par conséquent, la Fed persiste, à la moindre occasion, à tenir un discours susceptible de faire baisser le dollar.

Alors pourquoi même évoquer un relèvement des taux ?

Parce que la Fed est au pied du mur. En affirmant pendant sept ans que les Etats-Unis vivaient une reprise, la Fed a été contrainte de relever les taux au moins une fois. Toutefois, maintenant qu'elle s'est débarrassée de ce premier relèvement, elle va faire tout ce qu'elle peut pour reporter toute nouvelle hausse.

Souvenez-vous, le taux directeur de l'euro est actuellement à -0,4%. Celui du yen est à -0,1%. Celui du dollar est à 0,5%. Ces différentiels de taux sont considérables. La Fed n'a aucun désir de les amplifier.

En bref, le comportement des marchés a pris une dimension un peu erratique, mais avec peu d'incidence sur la réalité.

Souvenez-vous, Obama a rencontré Janet Yellen en avril dernier. L'année électorale pipe les dés. La Fed peut bien évoquer un relèvement des taux... mais

un discours reste un discours. Et il est très improbable qu'elle relève à nouveau les taux en 2016, au minimum jusqu'à ce que l'élection présidentielle soit passée.

Bon... Tout cela étant dit, je pense réellement que nous allons avoir droit à un nouveau round de déflation... Pas à cause de la Fed, mais parce qu'une autre grande banque centrale va annoncer une politique susceptible de faire grimper le dollar US plus haut.

Pour résumer ma pensée :

Pour des raisons politiques, la Fed ne peut pas, et ne pourra pas, relever les taux cette année.

Toutefois, la BCE et la Banque du Japon tentent désespérément de faire baisser leurs monnaies. Ces deux banques centrales mènent actuellement des QE, et elles ont mis en oeuvre une politique des taux négatifs avec peu de résultats. Alors je m'attends à ce qu'elles prennent des mesures plus agressives rapidement.

Ces nouvelles mesures inciteront soit l'euro, soit le yen à baisser... ce qui forcera le dollar à grimper.

Plus d'infos sur : <http://la-chronique-agera.com/fed-ne-relevera-taux-septembre/>
Copyright © Publications Agora

Le crédit n'a jamais résolu de problèmes sociaux

Rédigé le 20 août 2016 par La rédaction | Frédéric Bastiat

De tous les temps, mais surtout dans les dernières années, on a songé à universaliser la richesse en universalisant le crédit.

Je ne crois pas exagérer en disant que, depuis la révolution de Février, les presses parisiennes ont vomi plus de 10 mille brochures préconisant cette solution du Problème social.

Cette solution, hélas ! a pour base une pure illusion d'optique, si tant est qu'une illusion soit une base.

On commence par confondre le numéraire avec les produits, puis on confond le papier-monnaie avec le numéraire, et c'est de ces deux confusions qu'on prétend dégager une réalité.

Il faut absolument, dans cette question, oublier l'argent, la monnaie, les billets et les autres instruments au moyen desquels les produits passent de main en main, pour ne voir que les produits eux-mêmes, qui sont la véritable matière du prêt.

Car quand un laboureur emprunte cinquante francs pour acheter une charrue, ce n'est pas en réalité cinquante francs qu'on lui prête, c'est la charrue. Et quand un marchand emprunte vingt mille francs pour acheter une maison, ce n'est pas vingt mille francs qu'il doit, c'est la maison.

L'argent n'apparaît là que pour faciliter l'arrangement entre plusieurs parties.

Pierre peut n'être pas disposé à prêter sa charrue, et Jacques peut l'être à prêter son argent. Que fait alors Guillaume ? Il emprunte l'argent de Jacques et, avec cet argent, il achète la charrue de Pierre.

Mais, en fait, nul n'emprunte de l'argent pour l'argent lui-même. On emprunte l'argent pour arriver aux produits. Or, dans aucun pays, il ne peut se transmettre d'une main à l'autre plus de produits qu'il n'y en a.

Quelle que soit la somme de numéraire et de papier qui circule, l'ensemble des emprunteurs ne peut recevoir plus de charrues, de maisons, d'outils, d'approvisionnements, de matières premières, que l'ensemble des prêteurs n'en peut fournir.

Car mettons-nous bien dans la tête que tout emprunteur suppose un prêteur, et que tout emprunt implique un prêt. Cela posé, quel bien peuvent faire les institutions de crédit ? C'est de faciliter, entre les emprunteurs et les prêteurs, le moyen de se trouver et de s'entendre. Mais, ce qu'elles ne peuvent faire, c'est d'augmenter instantanément la masse des objets empruntés et prêtés.

Il le faudrait cependant pour que le but des Réformateurs fût atteint, puisqu'ils n'aspirent à rien moins qu'à mettre des charrues, des maisons, des outils, des approvisionnements, des matières premières entre les mains de tous ceux qui en désirent.

Et pour cela qu'imaginent-ils ? Donner au prêt la garantie de l'Etat.

Approfondissons la matière, car il y a là quelque chose qu'on voit et quelque chose qu'on ne voit pas. Tâchons de voir les deux choses.

Supposons qu'il n'y ait qu'une charrue dans le monde et que deux laboureurs y prétendent. Pierre est possesseur de la seule charrue qui soit disponible en France. Jean et Jacques désirent l'emprunter. Jean, par sa probité, par ses propriétés, par sa bonne renommée offre des garanties. On croit en lui ; il a du crédit. Jacques n'inspire pas de confiance ou en inspire moins. Naturellement arrive que Pierre prête sa charrue à Jean.

Mais voici que, sous l'inspiration socialiste, l'Etat intervient et dit à Pierre : Prêtez votre charrue à Jacques, je vous garantis le remboursement, et cette garantie vaut mieux que celle de Jean, car il n'a que lui pour répondre de lui-même, et moi, je n'ai rien, il est vrai, mais je dispose de la fortune de tous les contribuables ; c'est avec leurs deniers qu'au besoin je vous payerai le principal et l'intérêt.

En conséquence, Pierre prête sa charrue à Jacques : c'est ce qu'on voit.

Et les socialistes se frottent les mains, disant : Voyez comme notre plan a réussi. Grâce à l'intervention de l'Etat, le pauvre Jacques a une charrue. Il ne sera plus obligé à bêcher la terre ; le voilà sur la route de la fortune. C'est un bien pour lui et

un profit pour la nation prise en masse.

Eh non ! messieurs, ce n'est pas un profit pour la nation, car voici ce qu'on ne voit pas.

On ne voit pas que la charrue n'a été à Jacques que parce qu'elle n'a pas été à Jean.

On ne voit pas que, si Jacques laboure au lieu de bêcher, Jean sera réduit à bêcher au lieu de labourer. Que, par conséquent, ce qu'on considérerait comme un accroissement de prêt n'est qu'un déplacement de prêt.

En outre, on ne voit pas que ce déplacement implique deux profondes injustices.

Injustice envers Jean qui, après avoir mérité et conquis le crédit par sa probité et son activité s'en voit dépouillé.

Injustice envers les contribuables, exposés à payer une dette qui ne les regarde pas.

Dira-t-on que le gouvernement offre à Jean les mêmes facilités qu'à Jacques? Mais puisqu'il n'y a qu'une charrue disponible, deux ne peuvent être prêtées.

L'argument revient toujours à ce que, grâce à l'intervention de l'Etat, il se fera plus d'emprunts qu'il ne peut se faire de prêts, car la charrue représente ici la masse des capitaux disponibles.

J'ai réduit, il est vrai, l'opération à son expression la plus simple ; mais, éprouvez à la même pierre de touche les institutions gouvernementales de crédit les plus compliquées, vous vous convaincrez qu'elles ne peuvent avoir que ce résultat : déplacer le crédit, non l'accroître.

Dans un pays et dans un temps donné, il n'y a qu'une certaine somme de capitaux en disponibilité et tous se placent. En garantissant des insolubles, l'Etat peut bien augmenter le nombre des emprunteurs, faire hausser ainsi le taux de l'intérêt (toujours au préjudice du contribuable), mais, ce qu'il ne peut faire, c'est augmenter le nombre des prêteurs et l'importance du total des prêts.

Qu'on ne m'impute point, cependant, une conclusion dont Dieu me préserve. Je dis que la Loi ne doit point favoriser artificiellement les emprunts ; mais je ne dis pas qu'elle doive artificiellement les entraver. S'il se trouve, dans notre régime hypothécaire ou ailleurs, des obstacles à la diffusion et à l'application du crédit, qu'on les fasse disparaître ; rien de mieux, rien de plus juste. Mais c'est là, avec la liberté, tout ce que doivent demander à la Loi des Réformateurs dignes de ce nom.

Les délits d'initiés de Mario Draghi

Rédigé le 23 août 2016 par Simone Wapler

La Banque centrale européenne s'est livrée à des achats d'obligations d'entreprise en placements privés aggravant ainsi ses manipulations de délit d'initiés.

A La Chronique Agora, nous pensons que le crédit garanti par l'Etat et distribué sans restriction par les banques centrales freine l'économie au lieu de l'aider. Cette idée est totalement contraire à la pensée dominante actuelle... d'où notre besoin de radoter.

Si j'écrivais, "Baisser les taux d'intérêt est la seule façon de relancer la croissance et de lutter contre le chômage ; il faut que le crédit ne soit pas cher", je pourrais m'arrêter là car ceci est "consensuel".

Mais si j'écris "Christine Lagarde, Mario Draghi, Janet Yellen sont des profiteurs. Les taux bas ou négatifs ne servent qu'à faire durer un système qui nous ruine mais dont ils font leurs choux gras", il faut que j'écrive des dizaines de milliers de signes pour me justifier. Ces dizaines de milliers de signes seront cependant noyés dans les milliers de milliards de signes de la pensée consensuelle. D'où la nécessité de répétition.



En fait, c'est exactement comme les pauvres petits euros que nous gagnons vraiment à la sueur de notre front qui sont noyés dans les milliers de milliards d'euros que font surgir du néant ces coquins de Christine Lagarde, Mario Draghi ou Janet Yellen pour les donner à leurs copains.

Selon The Wall Street Journal, Mario Draghi a secrètement acheté des obligations d'entreprises européennes directement auprès de ces compagnies.

Vous n'êtes pas choqué ?

Je reformule.

Vous êtes patron d'une grande multinationale européenne. Vous contractez un

emprunt obligataire que vous ne placez pas sur le marché, ce sera un “placement privé”. Pas de prospectus, pas de déclaration préalable à un quelconque gendarme des marchés. Mario Draghi vous achète directement ce papier. Voilà qui arrange sacrément vos affaires, non ? Vous levez du cash rapidement et sans publicité aucune. Les patrons de PME et les artisans qui luttent chaque jour pour trouver des financements apprécieront.

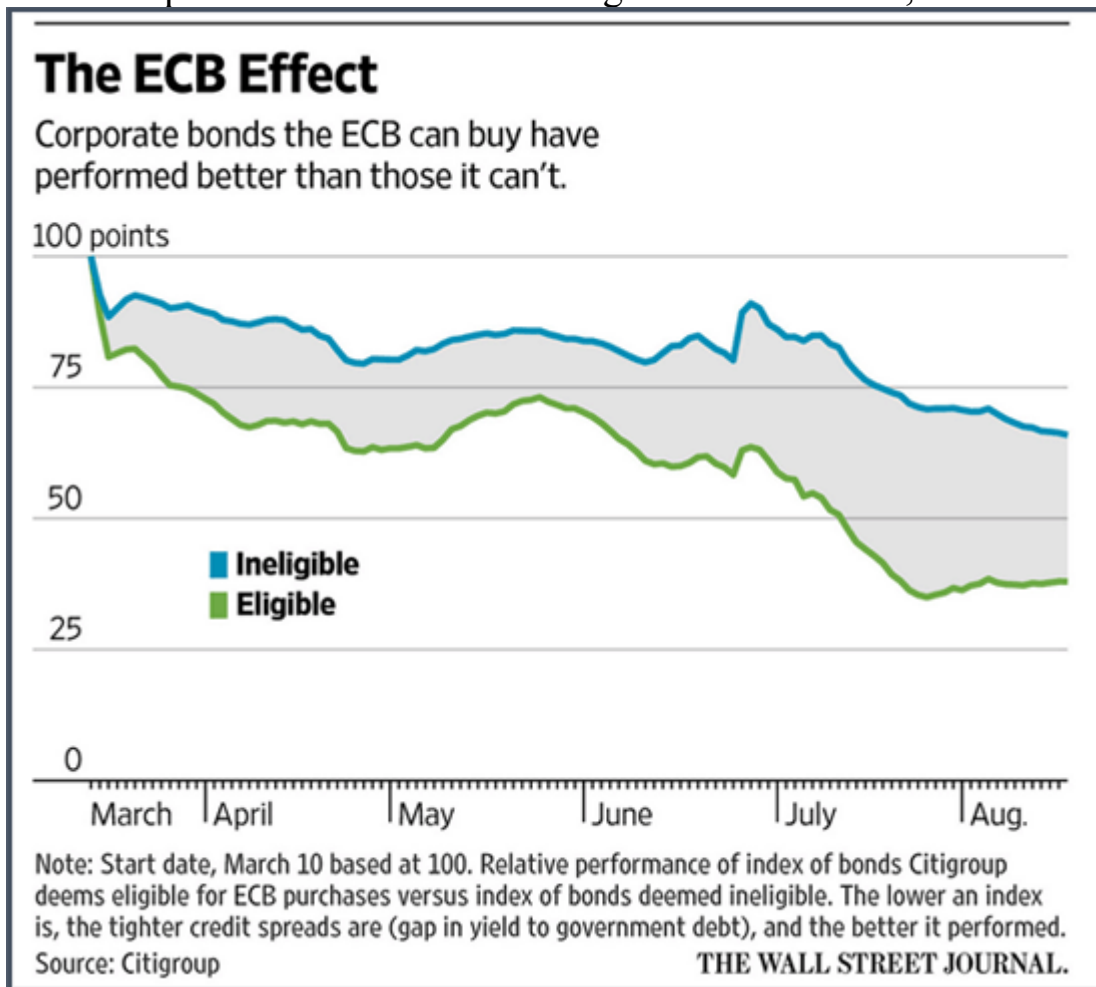
The Wall Street Journal cite Repsol (500 millions de dollars), Iberdrola (200 millions d’euros). Morgan Stanley a officié en tant qu’intermédiaire.

Comme il s’agit de placements privés, on ne peut tout connaître des investissements de copinage de Mario Draghi.

On peut cependant en voir les effets grâce au graphique du Wall Street Journal. En bleu, les taux d’intérêt des obligations d’entreprises que la Banque centrale européenne n’achète pas car ces entreprises ne sont pas éligibles au capitalisme de copinage.

En vert celles que la BCE achète.

Vous constatez que l’écart entre les deux augmente. Il atteint 0,65%.



Non seulement la BCE favorise certaines entreprises par rapport à d’autres. Mais

elle le fait secrètement. Elle aggrave donc sa manipulation de délit d'initiés. Car la manipulation consiste à racheter ouvertement sur le marché secondaire des obligations déjà émises. Le délit d'initiés consiste à le faire secrètement.

Selon Citigroup "les obligations éligibles aux rachats de la BCE affichent des surperformances de 30% par rapport aux autres".

Mais revenons à nos idées perverses, simplettes et largement minoritaires.

Nous avons nommé le système actuel de crédit adossé à rien, le "créditisme", par opposition au capitalisme. Dans le capitalisme, le crédit est adossé à de l'épargne existante et finance l'investissement. Dans le créditisme, le crédit n'est adossé à rien, sauf à la garantie de l'Etat ; il finance surtout de la consommation et de mauvais investissements puisque la sanction capitaliste de la faillite ne peut jamais tomber. En effet, l'Etat ou la BCE sont réputés immortels et leur caution ce sont les contribuables dociles.

C'est donc tout naturellement que le créditisme a engendré des montagnes de dettes publiques et d'impôts.

Et chaque campagne électorale voit une surenchère.

Depuis l'avènement du créditisme, la dette publique augmente, les impôts aussi, la classe moyenne se sent "déclassée" et les inégalités injustifiables augmentent.

Mais Christine Lagarde, Mario Draghi, les dirigeants de Repsol, Iberdrola, ou même EDF, les intermédiaires Morgan Stanley ou Crédit Suisse ne s'en plaignent pas...

L'argent du créditisme est factice mais les profits des coquins sont bien réels.

Plus d'infos sur : <http://la-chronique-agera.com/delits-inities-mario-draghi/>

Copyright © Publications Agora

Pauvre Donald Trump !

Rédigé le 22 août 2016 par Bill Bonner

"The Donald" a remanié son équipe de campagne. Mais le spectacle continue : le mythe de "l'homme fort" va affronter celui de la "professionnelle compétente".
Ce pauvre Donald Trump.

Il a dû présenter des excuses pour avoir froissé des gens. Il a dû remanier son équipe de campagne. Il a été si malmené par la presse qu'il commence à se cacher derrière les rideaux.

En ce qui nous concerne, nous sommes pour les causes perdues, les marginaux et les losers.

"The Donald" pourrait prochainement faire partie des trois catégories.

Le nid vide

Nous reviendrons à la course présidentielle dans un instant... pour définir pourquoi les élections américaines de cette année sont réellement un “Choc des Mythes”.

En attendant, il ne se passe pas grand’chose sur les marchés.

Il ne se passe pas grand’chose à Ouzilly non plus. Les derniers membres de la famille sont partis ce week-end — le nid est à nouveau vide.

Comme tous les parents, nous nous demandons à quel point intervenir dans la vie de nos enfants, désormais jeunes adultes.

Faut-il dire quelque chose ? Ou se taire ? Donner des conseils paternels ? Ou les laisser comprendre les choses par eux-mêmes ?

Dans la famille, le paternel tend vers le “laissez-faire”. Leur mère est plus activiste, plus interventionniste. Tous deux veulent aider. Mais tous deux sont conscients qu’ils ne peuvent protéger leurs enfants contre la vie.

“La sagesse, c’est la connaissance nécessaire pour éviter les erreurs graves”, dit le père avec sérieux.

“Et comment obtient-on la sagesse ?” demande le fils.

“En faisant des erreurs”, vient la réponse.

Monstres et funambules

Mais revenons-en à la politique américaine...

Comme nous le disions la semaine dernière, pour survivre aux trois prochains mois, nous suggérons d’envisager la campagne électorale US comme un spectacle.

C’est un cirque — avec des clowns, des gaffes, des numéros de funambule et des monstres.

“Attendez un peu”, protestez-vous peut-être. “Les élections présidentielles sont un sujet sérieux. Où que l’on soit, il faut se montrer bon citoyen et décider de l’avenir du pays... de manière responsable”.

Oui... eh bien... il est peut-être flatteur de le penser. Personne ne se soucie vraiment de ce que nous pensons, cependant... et ça n’a de toute façon pas d’importance.

Le plus grand mythe de tous, c’est que les élections transforment la politique en une sorte de marché, où les électeurs votent comme des gens enchérissant lors d’une vente ; on n’obtient pas toujours la meilleure affaire, mais c’est le seul “moyen équitable”.

Les marchés découvrent honnêtement les prix.

Les gens enchérissent avec leur propre argent lorsqu’ils repèrent un besoin ou une occasion. Ils acceptent les conséquences lorsqu’ils font une erreur, avant d’ajuster

leur enchère — et, en permanence, ils apprennent... ils corrigent... ils progressent. Les plus mauvais perdent tout et sont exclus de la vente aux enchères ; les meilleurs restent dans la course jusqu'à ce qu'eux aussi fassent faillite... ou prennent leur retraite.

Les élections, elles, sont bidon.

La plupart des électeurs n'ont pas la moindre idée de ce pour quoi ils enchérissent. La moitié d'entre eux n'a pas d'argent avec lequel enchérir. La plupart essaie simplement d'obtenir quelque chose en l'échange de rien. Certains veulent simplement forcer les autres à faire ce qu'ils ordonnent.

Lorsque les électeurs font une erreur, tout le monde souffre... même ceux qui ont "acheté" l'autre candidat. Personne n'apprend rien. Et le candidat le plus attardé est élu président.

Par ailleurs, ce que les acheteurs pensent acheter — la richesse et le pouvoir — n'est pas à vendre ; les initiés contrôlent les éléments les plus importants.

Donald Trump, un Poutine yankee ?

Revenons à la situation actuelle.

Hillary d'un côté, Donald de l'autre. Le mythe de "la professionnelle compétente" rencontre le mythe de "l'homme fort".

Une Angela Merkel rouge-blanc-bleu contre un Poutine yankee.

Quels défis le/la nouveau/elle président/e rencontrera-t-il/elle ? Un cinglé instinctif et impérieux réagira-t-il mieux qu'une politicarde expérimentée et prudente ?

Personne ne le sait.

Et personne ne sait à quel point chaque candidat correspond à son mythe.

Hillary est-elle vraiment une professionnelle compétente ? Donald est-il vraiment un homme fort ? Ou bien ne sont-ils que des caricatures... des fraudes prétendant être des mythes ?

A suivre...

Plus d'infos sur : <http://la-chronique-agera.com/pauvre-donald-trump/>
Copyright © Publications Agora

Contre-attaque mythique pour les élections présidentielles US

Rédigé le 23 août 2016 par Bill Bonner

Nous avons parlé hier du Choc des Mythes. L'un des exemples les plus frappants récemment est la merveilleuse performance orchestrée lors de la Convention

démocrate.

L'un des mythes les plus durables — dans tous les pays ou presque — est celui du “héros mort”. Peu importe qui il était... ce qu'il était censé combattre... ou le camp auquel il appartenait. S'il était mort pendant la guerre, c'était “un héros”.

Dans la Grèce antique, on pensait qu'il n'y avait pas plus belle mort que pendant une bataille. Cela conférait une sorte d'honneur et d'immortalité qu'on ne pouvait pas obtenir autrement.

Les Spartiates, par exemple, n'érigaient de pierre tombale que pour les hommes morts à la guerre ou pour les femmes mortes en couches.

Dans tous les villages français, on trouve un monument à “Nos Héros Morts pour la Patrie”. Généralement, il porte les noms des dizaines... ou des centaines... de soldats tombés dans les tranchées de la Première Guerre mondiale.

En politique aussi, il est commun d'invoquer les fantômes des héros tombés. Périclès l'a fait dans sa célèbre oraison funèbre. Il en a été de même pour l'équipe d'Hillary lorsqu'elle a fait venir les parents d'un soldat américain musulman tué en Irak.

Mythe contre Mythe

Donald Trump a mordu à l'hameçon.

Il a eu recours au mythe opposé, encore mal défini — selon lequel il y aurait quelque chose d'anti-américain ou de peu fiable chez les musulmans.

Hillary a parié, à raison, que le mythe du “héros mort” était plus fort que le mythe du “mauvais musulman”.

Si l'on en croit les sondages, Donald a coulé ; Hillary a grimpé.

Mais attendez... qu'en est-il des programmes politiques des candidats ?

Qu'en est-il du fameux mur entre les Etats-Unis et le Mexique ? Qu'en est-il d'accords plus favorables en matière de commerce international ? Qu'en est-il de la Russie et du Moyen-Orient ?

Les électeurs devraient pouvoir choisir en toute connaissance de cause, non ?

Hélas non.

Aucun mur ne sera construit, par exemple — peu importe qui est élu. “Pour la première fois depuis la Grande dépression”, rapporte le Washington Post, “plus de Mexicains quittent les Etats-Unis qu'ils n'y entrent”.

A quoi servirait un mur ? A empêcher les Mexicains de rentrer chez eux ?

De même, il n'existe pas le moindre “accord plus favorables” en matière d'échanges commerciaux. Il y a soit le libre-échange... soit des échanges de bons procédés et de copinage. Les deux candidats privilégieront le copinage.

Les deux candidats promettent aussi de gigantesques dépenses d'infrastructure.

L'un des deux sera-t-il meilleur que l'autre à ce petit jeu ?

Personne ne le sait.

La réforme fiscale ?

Aucun des deux candidats ne fera de changements en profondeur. Le système fiscal américain est sous le strict contrôle d'intérêts particuliers travaillant pour les parasitocrates.

Cela ne changera pas — là encore, peu importe qui siège dans le Bureau ovale.

Un candidat sibérien

Venons-en à la politique étrangère.

C'est là que les mythes s'affrontent vraiment. Nous savons ce qu'Hillary va faire — elle va continuer à bombarder, à envoyer des drones, à dépenser, à se mêler de tout. Elle poursuivra les politiques ratées des régimes Bush/Obama.

Donald promet une nouvelle vision. L'OTAN ? Israël ? La Russie ? Il a des doutes.

Cette prise de position a tant fait trembler les faucons néo-conservateurs que nombre d'entre eux ont rejoint Hillary. Ils se sont alliés aux fabricants de mythes démocrates — dont Krugman, du New York Times — pour suggérer que Donald est un "candidat sibérien".

Là, la fabrication de mythes atteint un niveau encore supérieur : la contre-attaque mythique.

L'ancien directeur de la CIA Michael Morell, écrivant dans le New York Times, a accusé Trump d'être "un agent involontaire de la Fédération russe".

On dit que Donald est très ami avec Poutine ; sa fille serait même partie en vacances avec la maîtresse de Poutine, selon la presse. (Il n'est pas clair que Poutine et Trump se soient rencontrés un jour).

Est-ce que ça signifie quelque chose ?

L'équipe Hillary parie que le mythe du "mauvais Russe" est plus fort que le mythe de "l'homme fort".

Et pour notre prochain numérrrrrrrooooo... l'homme qui peut mettre quatre milliards de boules de billard en même temps dans sa bouche !

Plus d'infos sur : <http://la-chronique-agera.com/attaque-mythique-elections-presidentielles-us/>

Copyright © Publications Agora

Le plan survivaliste de l'Allemagne

Rédigé le 24 août 2016 par Simone Wapler

L'Allemagne pousse ses citoyens à être autonomes une semaine en cas de crise

grave et leur conseille, dans leur bagage survivaliste, d'avoir du cash.

Ce week-end, le Frankfurter Allgemeine Sonntagszeitung a dévoilé aux Allemands un plan gouvernemental de 69 pages les incitant à avoir 10 jours de nourriture, cinq jours d'eau potable (deux litres par jour et par personne), des médicaments de base, des couvertures, du savon, une radio, du charbon, du bois, des bougies, des torches, des piles, des allumettes et... du cash !

Un journal tel que Deutsche Welle illustre le cash comme ceci.



Avec le commentaire : “un matelas d’espèces fait partie des fournitures nécessaires à tout foyer en cas d’urgence. Le temps peut manquer pour aller à la banque et les distributeurs ne fonctionneront pas en cas de coupure d’électricité”.

Notez bien deux absents : les billets de 500 euros et de 200 euros.

Ce plan de “défense civile” devrait être adopté aujourd’hui par le gouvernement allemand.

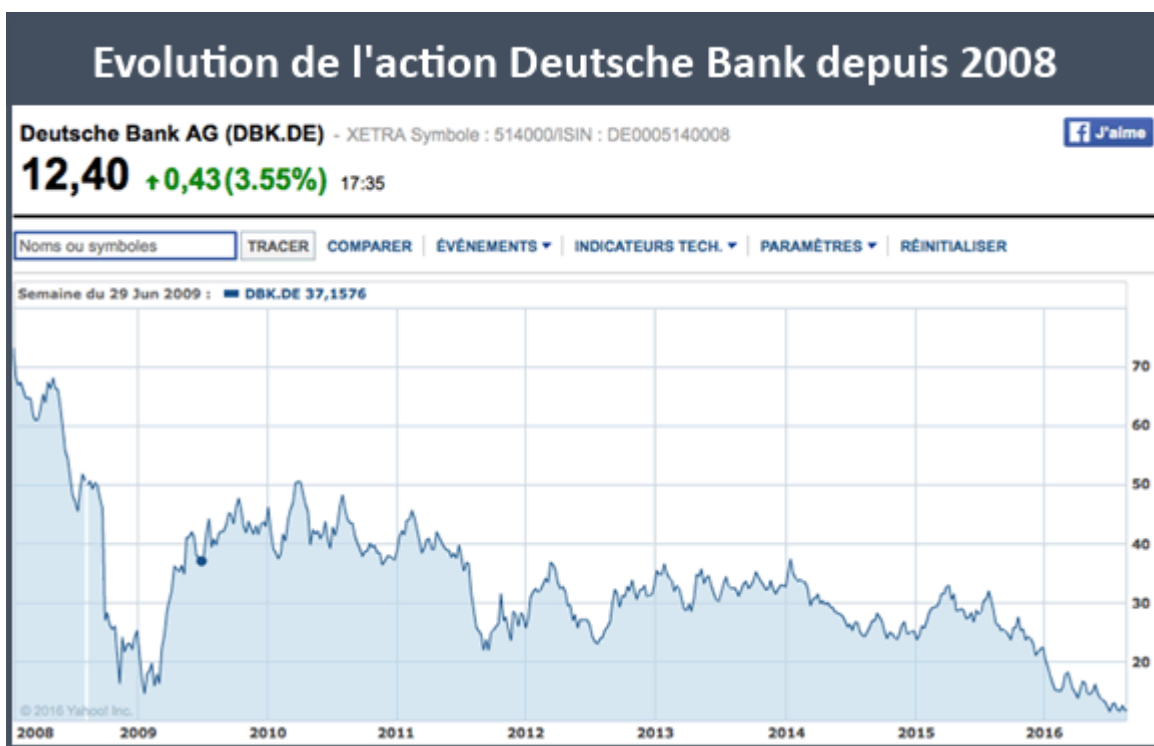
Les éléments cités font partie d’un très classique paquetage survivaliste élémentaire. Toutefois, nul tremblement de terre, raz-de-marée ou explosion de centrale ne semble plus menacer aujourd’hui qu’hier. Que craint donc l’Allemagne ?

Le grand méchant Poutine ?

La rédaction d'Europe 1 rapproche ces préconisations de la publication mi-juillet d'un livre blanc du ministère de la Défense, qui indiquait que la Russie "remet ouvertement en question la paix en Europe" – notamment après l'annexion de la Crimée, en 2014.

Mais laissons la géopolitique et revenons au cash.

Deutsche Bank porte à peu près tous les stigmates de Lehman Brothers avant sa faillite. Certes, les bazookas de Mario Draghi à la BCE crachent 80 milliards d'euros par mois. Cependant, Deutsche Bank est un monstre qui nécessiterait une recapitalisation de 95 milliards pour respecter les règles prudentielles historiques, celles qui existaient avant l'avènement des fantasmagoriques "modèles de risques".



Evolution de l'action Deutsche Bank depuis 2008

Si Deutsche Bank venait à couler, le paquetage survivaliste serait utile à tout le monde et pas seulement aux Allemands !

En attendant, voilà qui va doper la consommation immédiate. Et si c'était un plan de relance keynésien favorable au distributeur Metro Ag ?

Plus d'infos sur : <http://la-chronique-agera.com/plan-survivaliste-allemande/>

Copyright © Publications Agora

**« Le dernier qui s'en va éteint la lumière »,
chapitre 2 : « Nos voix ont cessé d'être
entendues »**

Paul Jorion 24 août 2016



Chapitre 2 : « Nos voix ont cessé d'être entendues »

Dans un article paru en septembre 2014, [« Testing Theories of American Politics »](#), Martin Gilens, professeur à Princeton University et Benjamin Page, professeur à Northwestern, une des grandes universités de Chicago, se donnent pour objectif d'évaluer le type de régime politique qui préside à nos sociétés contemporaines. Quatre options ont été retenues par eux : la *démocratie électorale majoritaire*, la *domination par une élite économique*, le *pluralisme majoritaire* et le *pluralisme biaisé*.

Gilens et Page ont fait débiter leur recherche en constituant un important catalogue d'objectifs politiques exprimés dans l'opinion publique : 1779 en tout. Ils ont examiné ensuite si les mesures prônées ont été oui ou non mises en œuvre. Leur conclusion est sans équivoque : « Les préférences de l'Américain moyen semblent avoir un impact minuscule sur les politiques qui sont suivies, proche de zéro, non-significatif sur un plan statistique ».

L'opinion de la majorité est donc ignorée : elle ne compte pas et n'est pas reflétée

dans les mesures qui sont prises, si ce n'est, précisent-ils, dans les cas où l'opinion du public en général, l'opinion majoritaire, coïncide avec celle de la toute petite minorité qui décide en réalité des mesures qui deviendront réalité.

Gilens et Page se posent également la question si les groupes d'intérêts d'origine citoyenne, syndicats, organisations de consommateurs, par exemple, ont davantage de chance de voir leurs propositions se matérialiser. La réponse est oui dans une certaine mesure, mais l'inconvénient alors, c'est que leurs vœux ne coïncident pas, généralement, avec les souhaits d'une majorité de la population. C'est que ces groupes d'intérêts censés représenter les citoyens ordinaires ont des objectifs qui le plus généralement, leur sont propres, s'apparentant à ceux d'un *lobby*, et se distinguent ainsi des vœux de la majorité.

Il n'est donc pas permis d'affirmer que l'opinion des citoyens ordinaires ne se retrouve jamais représentée dans les mesures qui sont prises mais c'est le cas uniquement lorsqu'elle coïncide avec celle de la petite minorité qui tire effectivement les ficelles. Est-ce à dire que les parlementaires consacrent de longues délibérations aux requêtes de la population sur ce qu'il conviendrait de faire pour que, en fin de compte, une majorité d'entre eux décident de les rejeter ? Non pas ! Ce que l'on observe, c'est que les souhaits de la population dans son ensemble ne se retrouvent jamais formulés sous la forme de propositions qui feraient l'objet de discussions au niveau du Congrès ou du Sénat américain.

Une petite phrase est là, qui résume l'article de Gilens et Page tout entier : « La majorité *ne dirige pas* le cours des affaires ». On notera les italiques du « ne » et du « pas ».

Cet article au message essentiel n'a pas été écrit, on l'aura compris, par des révolutionnaires : il s'agit de professeurs d'université ayant pignon sur rue se consacrant à une tâche d'ordre scientifique. Cela ne signifie pas bien entendu qu'ils n'aient pas d'opinions personnelles, ils en ont certainement, mais ils s'adonnent là à la recherche scientifique, et respectent les règles de l'enquête statistique.

Quelles conclusions en tirer ? Qu'aux États-Unis règne un système politique que l'on peut caractériser comme *domination par une élite économique*. Notre système politique en Europe n'est probablement pas très différent de celui qui existe là-bas, il suffit pour s'en convaincre d'observer chez nous la succession de gouvernements élus sur des plates-formes politiques parfois très différentes et de s'apercevoir qu'ils mettent en œuvre les mêmes politiques exactement. Gilens et Page échouent à définir précisément qui compose le petit groupe décidant des propositions qui seront soumises à la représentation populaire et votées

servilement par elle, ils suggèrent toutefois qu'il est dominé par de « powerful business organisations », des structures puissantes appartenant au milieu des affaires et par un petit nombre d'Américains extrêmement fortunés.

Ce qui signifie donc que les citoyens ordinaires ont beau exprimer clairement leurs souhaits, et réclamer à cors et à cris que des mesures en ce sens soient prises, cela ne fait aucune différence, parce que nos systèmes politiques s'assimilent désormais à une *domination par une élite économique*, et sont déconnectés à ce titre de l'opinion majoritaire. Les décisions prises sont celles qui coïncident avec les intérêts d'une minorité toute-puissante : élite du milieu des affaires et toutes grandes fortunes.

Portugal: la dette publique repart à la hausse au deuxième trimestre

BusinessBourse.com Le 24 Août 2016



La dette publique portugaise est repartie à la hausse au deuxième trimestre, à 131,6% du PIB contre 128,9% en mars, mettant fin à deux trimestres consécutifs de baisse, selon des données publiées lundi par la Banque du Portugal.

En valeur absolue, la dette publique selon les critères de Maastricht s'élevait à 240,02 milliards d'euros fin juin, précise le bulletin statistique mensuel de la banque centrale portugaise.

Fin 2015, le Portugal affichait une dette publique de 129% du PIB, la troisième plus élevée de l'Union européenne derrière l'Italie (132,7%) et la Grèce (176,9%).

Le budget du gouvernement socialiste portugais, arrivé au pouvoir en novembre sur la promesse de mettre fin à l'austérité tout en poursuivant l'assainissement des comptes publics, est scruté de près par Bruxelles.

Après avoir renoncé en juillet à sanctionner le pays pour ses dérapages budgétaire de 2015, les autorités européennes ont appelé Lisbonne à faire des économies supplémentaires cette année.

L'exécutif, qui vise un déficit budgétaire de 2,2% du PIB cette année (contre 4,4% l'an dernier), est revenu sur plusieurs mesures de rigueur mises en place par la droite en supprimant notamment des coupes dans les revenus des fonctionnaires et des surtaxes sur les salaires.

Pour équilibrer son budget, le gouvernement compte notamment sur une croissance de 1,8% en 2016. Mais l'augmentation du PIB s'est révélée décevante depuis le début de l'année, stagnant à 0,2% les deux premiers trimestres.

L'agence de notation financière Fitch s'est inquiétée vendredi de cette faible croissance qui pourrait compromettre les objectifs budgétaires de Lisbonne, mais a néanmoins maintenu la note de la dette souveraine portugaise à « BB+ » assortie d'une perspective stable.

Source: [zonebourse](#)

L'économie pétrolière par les chiffres

Or-argent.eu et Ecoreuil.fr Août 24, 2016

[NYOUZ2DÉS: ne pas oublier: la production de pétrole classique (peu coûteuse, comme en Arabie Saoudite) décroît de 6% par année. Dans ce texte, y aurait-il "mensonge par omission" ?]

À l'image des célèbres et néanmoins détestables texans de la série Dallas, la grande saga du pétrole brut est riche en intrigues et rebondissements plus ou moins inattendus. Qu'en est-il aujourd'hui de l'état du paysage économique pétrolier international ?

Afin de s'adapter au mieux à la demande croissante et constante d'essence et produits pétroliers dérivés à fournir au monde entier, les pays producteurs de pétrole brut doivent sans cesse augmenter leur production chaque année pour bientôt atteindre les 35 milliards de barils par an, équivalent au chiffre vertigineux de 96 millions par jour, et le pétrole représente à lui seul presque 10% des exportations dans le monde !

En tête des pays producteurs, les USA, l'Arabie Saoudite, la Russie, la Chine et le Canada arrivent encore à satisfaire la demande des consommateurs pour ce premier produit d'exportation mondiale, malgré une baisse significative des réserves qui inquiète les écologistes, les marchés et les pays les moins chanceux possédant les plus petites réserves, tels Israël ou encore la Jordanie. En effet, une croissance de la consommation mondiale de presque 500 millions de barils à l'année ne peut qu'amoinrir dangereusement et de plus en plus ces réserves naturelles ; ceci pour satisfaire l'appétit démentiel et infini des consommateurs de pétrole brut, Américains et Chinois en tête, qui en dévorent des dizaines de

milliards par an, face aux petites îles pouvant se targuer de ne consommer que moins d'un millier de barils par jour.

Car la production mondiale de pétrole génère des revenus incroyables et à donner le tournis en terme d'exportation, pour plus de 700 milliards de dollars nets pour les pays producteurs/exportateurs de l'OPEP. Les dix compagnies pétrolières mondiales les plus influentes se frottent donc les mains et louent allègrement le Dieu Pétrole qui leur permet de brasser des milliers de milliards de dollars par an. De quoi donner le vertige et un appétit féroce pour les dollars à ces entreprises de exploitant les puits de pétrole brut ! Les Chinois, Britanniques, Français ou encore Brésiliens des grands compagnies aux noms désormais célèbre tels Shell, BP ou Total ont une manne financière immense aux dépens d'une population attachée aux énergies fossiles qui ne connaît pas vraiment la crise malgré les initiatives « vertes » et le développement d'énergies alternatives.

Avec des enjeux géopolitiques certains et sensibles, ainsi qu'une répartition géographique inégale des ressources, les pays limitrophes des grands producteurs comme les pays du Golfe, habitués à payer moins de 2 dollars le gallon (3,79 litres) ne peuvent que s'estimer chanceux face aux Européens, aux Turcs et aux Chinois, obligés de déboursier jusqu'à quatre fois plus !

Car le marché est dépendant de facteurs divers affectant directement le prix de cette essence essentielle à la bonne marche d'un pays et de son économie toute entière : les instabilités politiques, les influentes décisions de l'OPEP, l'état global des marchés financier, la météo ou encore les taux de change du dollar font la pluie et le beau temps en ce qui concerne le pétrole. La situation est aussi complexe qu'une intrigue de telenovela...

N'oublions pas que le prix de l'essence ne dépend pas que du prix du pétrole brut mais aussi du coût du raffinage de ce même pétrole, ainsi que des coûts de distribution, du marketing effréné des compagnies pétrolières à des heures de grande écoute à la télévision et sur le bord des routes, et bien évidemment des taxes plus ou moins significatives que chaque gouvernement applique sur cette consommation quotidienne !

Ces chiffres insensés font aussi bien rêver ou cauchemarder : le plus grand champ pétrolier au monde contient plus de cinquante milliards de barils, la plus grande raffinerie au monde peut traiter plus d'un million de barils par jour ; mais d'un autre côté moins strass, paillettes et dollars et davantage catastrophes écologiques et gaspillage, la plus grande catastrophe pétrolière au monde pendant la guerre du Golfe a répandu des centaines de millions de gallons de cette énergie et ressource non renouvelable... Il faudra bien à tout prix abreuver le milliard de véhicules,

navires gigantesques et avions à la soif avide qui parcourent des millions de kilomètres chaque jour à travers le monde !

Aujourd'hui et plus encore à l'époque de la consommation effrénée et décomplexée d'un système capitaliste mondialisé, le pétrole est au cœur des débats et de la vie quotidienne, influençant tous les citoyens et leurs modes de vie. La politique et les guerres sont aussi de la partie, pour preuve la guerre du Golfe, les échanges avec des pays où le respect des droits de l'homme fait encore débat, les millions de dollars que l'État Islamique amasse chaque mois en vendant du pétrole brut ! Pour les plus veinards – tout dépend de quel côté on se place – l'essence peut être moins chère que du papier toilette ou du saumon ! Mais la situation est complexe et ce ne sont pas les plus grands producteurs qui sont forcément les pays les plus riches, avec le contrôle du marché par les 13 pays de l'OPEP qui influencent à eux seuls près de la moitié de la production mondiale.

Au cœur des guerres et de la consommation courante, le pétrole n'aura de cesse de faire naître débats éthiques, idées alternatives et de générer pléthore de billets verts et conflits délicats, jusqu'à – peut-être – épuisement des ressources. Affaire à suivre...

Source : Ecoreuil.fr, reproduit avec leur aimable autorisation.